

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

L'Europe et la guerre en Ukraine

- **Le conflit en mer Rouge**
- **L'Inde à l'heure des élections**
- **La Coordination rurale**
- **Les pesticides**
- **La marine marchande**

Au sommaire de ce numéro

L'Europe et la guerre en Ukraine	1
Mer Rouge: un conflit nourri par les interventions occidentales	7
Après dix ans de pouvoir de Modi et du BJP, l'Inde à l'heure des élections	12
La Coordination rurale et la radicalisation des agriculteurs	20
Pesticides: le poison de la course aux profits	25
Marine marchande: les avatars de l'exploitation au long cours	31
Erratum	36

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à:

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



L'Europe et la guerre en Ukraine

En affirmant qu'il ne fallait pas exclure l'envoi de troupes occidentales en Ukraine, que les Européens ne devaient pas être lâches face à Poutine qui, s'il gagnait la guerre en Ukraine, menacerait toute l'Europe, Macron a suscité des inquiétudes dans les classes populaires. Au-delà des propos d'un politicien en campagne électorale, où va la guerre en Ukraine ? Celle-ci peut-elle s'étendre à l'Europe ? Quels enjeux se cachent derrière les discours des dirigeants européens qui prétendent faire basculer le continent dans une « économie de guerre » ?

Les États-Unis et, derrière eux, la France et les États européens font déjà la guerre à la Russie par procuration. Il y a une répartition des rôles : l'Ukraine fournit la chair à canon, et les puissances impérialistes occidentales les armes. Malgré les livraisons d'armes occidentales, les pertes humaines considérables et les rafles qui se généralisent dans le pays pour fournir le front en chair fraîche alors que des hommes en âge de se battre fuient la réquisition, les troupes ukrainiennes sont incapables de reconquérir les territoires occupés dans l'est du pays. En face, affichant le même mépris pour la vie des soldats et s'appuyant sur un appareil militaire-industriel hérité du passé mais centralisé et vaste, Poutine n'a pas réussi à conquérir l'Ukraine mais occupe quelque 20% de son territoire.

Cette situation est instable et peut évoluer de plusieurs façons. Sans même parler d'une révolte – dont aucune prémisse n'est apparente – des classes populaires russes et ukrainiennes refusant les sacrifices que leurs gouvernements leur imposent, le front peut s'effondrer du côté de l'Ukraine, incapable d'aligner autant de soldats que la Russie.

L'évolution de la guerre dépend des choix que feront les deux principaux protagonistes, Poutine d'un côté, et les dirigeants de l'impérialisme américain, parrains de Zelensky, de l'autre. Chacun, avec ses contraintes et ses objectifs, peut chercher à intensifier la guerre ou, au contraire, chercher à trouver une issue négociée, peut-être déjà en discussion, qui satisfasse les deux camps. Pour assurer son pouvoir, Poutine doit apparaître comme un protecteur efficace des intérêts de la bureaucratie et des oligarques russes. Du côté des dirigeants américains, une victoire complète en

Ukraine n'est pas vitale, leur domination sur cette ancienne république soviétique faisant partie des multiples opérations permettant à l'impérialisme le plus puissant de maintenir sa suprématie et de développer les affaires de ses capitalistes. S'ils ont eu jusqu'à présent toutes les raisons de poursuivre une guerre menée avec la peau des Ukrainiens, un changement du rapport de force pourrait les pousser à trouver un accord qui gèlerait les frontières sur les lignes de front actuelles. Pour les prochains mois, les choix américains sont en outre conditionnés par la rivalité entre Trump et



Le secrétaire d'État américain Antony Blinken au centre, et le ministre français de la Défense, Sébastien Lecornu, à droite, visitent un stand du fabricant d'armes franco-allemand Nexter à Versailles, le 2 avril 2024.

Biden, et, derrière eux, les appareils politiques du Parti républicain et du Parti démocrate, pour accéder à la Maison-Blanche.

Dans cette affaire, Macron et les dirigeants européens ne sont que des seconds couteaux, obligés de s'adapter à la situation engendrée par la guerre en Ukraine pour défendre les intérêts de leurs capitalistes respectifs.

POUTINE RÉAGIT AUX PRESSIONS DE L'IMPÉRIALISME

L'offensive de Poutine contre l'Ukraine en février 2022 était une réaction prévisible aux pressions grandissantes des puissances impérialistes pour prendre le contrôle, économique et politique, des pays issus de l'éclatement de l'Union soviétique. Si Poutine a déclenché l'invasion, les puissances impérialistes ont provoqué l'enchaînement qui l'y a poussé. Entre 1999 et 2004, les anciennes Démocraties populaires et les trois États baltes ont intégré l'OTAN, cette alliance militaire dirigée par les États-Unis. L'OTAN dispose désormais de nombreuses bases militaires, de milliers de soldats, d'avions, de canons, de tanks, aux frontières mêmes de la Russie.

En février 2014, après les événements du Maïdan, le renversement du président pro-russe Ianoukovitch et deux décennies d'oscillations entre la Russie et l'Occident, l'Ukraine a fini par basculer du côté occidental. L'alignement immédiat du nouveau pouvoir ukrainien derrière l'impérialisme américain a poussé Poutine à passer à l'offensive pour défendre les intérêts des privilégiés russes, au profit de qui il avait restauré, dans les années 2000, un appareil d'État puissant. La russophobie active des nouveaux dirigeants de Kiev a servi de prétexte au rattachement de la Cri-

mée à la Russie et à la sécession du Donbass pro-russe. À partir de 2014, les États-Unis ont pris en main l'armée ukrainienne, la finançant massivement, lui fournissant armes, drones, munitions, formant et encadrant soldats et officiers. Le *New York Times* vient de rendre public ce qui était caché au grand public: la CIA disposait depuis 2014 de douze bases en Ukraine, aux frontières avec la Russie.

Cette mainmise politique et militaire des États-Unis sur l'Ukraine accompagnait une mainmise économique des financiers occidentaux sur les riches terres agricoles ukrainiennes, sur les entreprises clés encore étatisées, la grande distribution, le secteur bancaire et d'autres industries. La guerre en cours accélère la transformation de l'Ukraine en une semi-colonie du capital occidental.

Depuis dix ans, la politique de Poutine en Ukraine est donc une réaction de défense du chef des bureaucrates russes, pour ne pas laisser la bourgeoisie des pays impérialistes les réduire à la portion congrue. En dépit de leur brutalité et de la dictature qu'ils exercent contre leur propre population, Poutine et ses généraux ne menacent pas «la sécurité de l'Europe», pour reprendre la formule de Macron. À l'inverse, ce sont plutôt les puissances impérialistes qui apparaissent comme

une menace pour la sécurité de l'État russe. Ce qui est d'ailleurs le cas pour celle de tous les États de la planète qui, sans être eux-mêmes des puissances capitalistes développées, ont les moyens démographiques, militaires, économiques de ne pas se soumettre purement et simplement aux diktats et aux intérêts des maîtres du monde capitaliste.

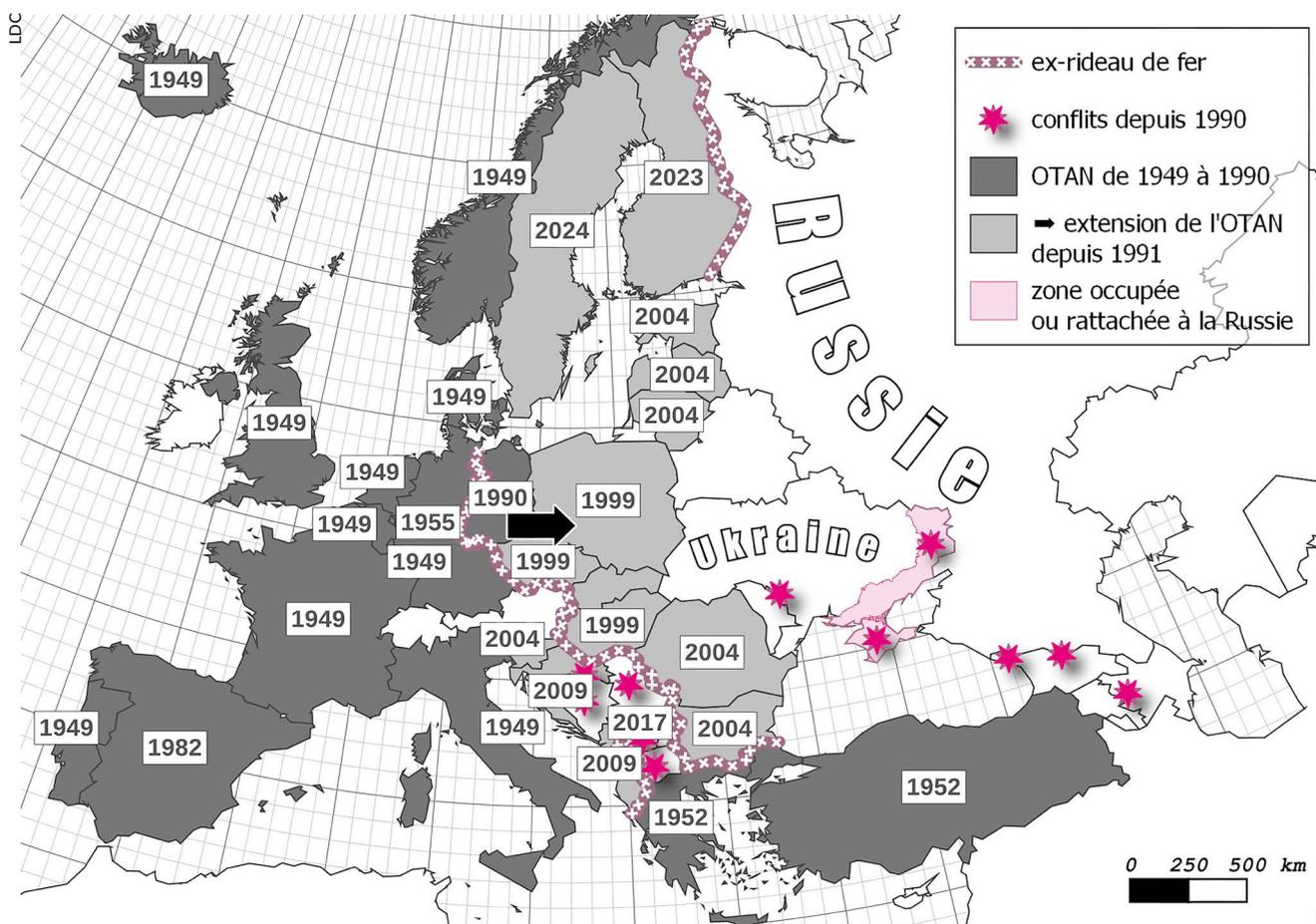
ÉTATS-UNIS : LES LIMITES DE LA GUERRE AVEC LA PEAU DES UKRAINIENS

Au début de la guerre, les dirigeants occidentaux étaient prudents. Macron s'exclamait alors: «*Il ne faut pas humilier la Russie*», et prétendait jouer les médiateurs. Les dirigeants occidentaux répétaient: «*Il n'est pas question de déployer des troupes de l'OTAN*» (secrétaire général de l'OTAN, mars 2022), car «*Nous ne sommes pas en guerre avec la Russie*» (Macron, 2 mars 2022). Ces dirigeants prétendaient avoir des lignes rouges infranchissables: «pas de livraison de chars», puis «pas de livraison d'avions de combat». Ils ont franchi ces lignes rouges les unes après les autres.

Aujourd'hui, malgré leurs dénégations, tous les pays qui livrent des armes à l'Ukraine ont des formateurs et des conseillers militaires sur place. La déclara-



Le *New York Times* a révélé le 25 février l'existence de 12 bases de la CIA en Ukraine installées en 2014.



L'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN ont encore augmenté sa pression sur la Russie.

tion de Macron a eu le mérite de lever le voile sur cette présence. S'ils ne rendent public aucun chiffre, les États-Unis disposent de plusieurs milliers de ces conseillers militaires. Comme le formule un haut fonctionnaire américain, cité par le *New York Times* : « Est-ce qu'ils appuient sur les gâchettes ? Non. Est-ce qu'ils contribuent au ciblage ? Absolument. »¹ Aux conseillers militaires, il faut ajouter les agents de la CIA. Dans l'article déjà cité du *New York Times*, on apprend que sous la présidence de Trump, qui affirme pourtant aujourd'hui vouloir retirer les forces américaines d'Europe, les effectifs des bases de la CIA en Ukraine ont été multipliés par dix.

Mais des conseillers militaires, même très nombreux, ne remplacent pas des soldats en première ligne capables

d'appuyer sur les gâchettes. Or les difficultés de Zelensky et de l'appareil d'État ukrainien à remplacer les troupes mises hors de combat en première ligne, ou épuisées après deux ans de guerre, sont de plus en plus évidentes. La corruption ne frappe pas que l'armée russe. Les ventes de passe-droits pour éviter l'enrôlement aux enfants des privilégiés et l'enrichissement trop visible des profiteurs de guerre ont conduit Zelensky à limoger un grand nombre de ministres et de hauts gradés ces derniers mois. Cette corruption à grande échelle, comme les rafles des agents recruteurs, contribuent à dresser la population la plus modeste contre cette guerre et ceux qui en profitent.

La crainte d'un effondrement du front dans les prochains mois préoccupe les états-majors occidentaux. « Sans l'aide

américaine, un effondrement en cascade le long du front est possible cette année », alertait un officier américain cité par le *New York Times* à la mi-mars. Cette crainte est désormais relayée dans les médias grand public, surtout sous l'angle de la faiblesse des livraisons d'armes et de munitions occidentales à l'Ukraine. Cette campagne médiatique est en partie destinée à justifier l'accélération de la production d'armes et le passage de l'Europe à une « économie de guerre » dont Macron et la plupart des dirigeants européens se font les champions. Elle est également destinée à peser sur les discussions qui se déroulent au sein même de l'appareil d'État américain, sur fond de la campagne présidentielle où Trump et le camp républicain font campagne sur le thème « Le Maine avant l'Ukraine » et sur l'opportunité de poursuivre

1 Cité par Adam Entous et Michael Schwartz, « The Spy War : How the C.I.A. Secretly Helps Ukraine Fight Putin », *New York Times*, 25 février 2024.



Des civils attendent leur évacuation, en mars 2022, à Marioupol, prise par l'armée russe.

l'aide américaine à l'Ukraine.

LES HÉSITATIONS AMÉRICAINES SUR FOND DE CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Dans un article de la revue du département d'État, *Foreign Affairs*, intitulé « Espionnage et art politique »², le directeur de la CIA, William J. Burns, plaide pour le maintien de l'aide américaine. À ceux, du côté des républicains, qui affirment que l'aide militaire à l'Ukraine coûte trop cher et envisagent un repli, il répond : « *Représentant moins de cinq pour cent du budget de défense américain, il s'agit d'un investissement relativement modeste, avec des retombées géopolitiques importantes pour les États-Unis et des retombées notables pour l'industrie américaine.* » Il ajoute : « *Maintenir le flux d'armes placera l'Ukraine dans une position plus forte si une opportunité de négociations sérieuses se présente. Si les États-Unis se retirent du conflit à ce moment crucial et cessaient*

leur soutien à l'Ukraine, ce serait une erreur historique. » Le chef de la CIA considère que les retombées politiques et matérielles pour les capitalistes américains valent bien quelques dizaines de milliards de dollars, l'État américain n'ayant pas, à ses yeux, de comptes à rendre pour les centaines de milliers de victimes russes ou ukrainiennes ou pour la destruction de tout un pays.

Pour les États-Unis, la guerre en Ukraine et la rivalité avec la Russie de Poutine ne sont que l'un des nombreux points chauds dans leur lutte permanente pour la suprématie mondiale et le maintien de l'ordre impérialiste. Ce conflit s'ajoute aux guerres engendrées partout par la politique américaine, en particulier pour garder le contrôle du Moyen-Orient, et à la rivalité économique agressive avec la Chine, qui peut se transformer à tout moment en affrontement militaire. Du point de vue du maintien de la suprématie américaine, la rivalité avec la Chine compte plus que l'avenir de l'Ukraine.

En tout état de cause, il serait hasardeux de chercher à prévoir l'attitude d'un Trump de retour à la Maison-Blanche. Les politiciens américains en campagne ont plusieurs fois annoncé le retrait de leur engagement dans tel ou tel conflit, sous prétexte d'un redéploiement de leurs troupes ou du retour à un certain isolationnisme, avant de mener une tout autre politique au pouvoir. Obama avait ainsi promis en 2011, juste avant que la guerre civile ne fasse exploser la Syrie, le retrait des troupes américaines d'Irak et du Moyen-Orient. Trump répète qu'il veut retirer les troupes américaines d'Europe et laisser les pays européens supporter seuls le coût de la guerre contre la Russie. En pleine campagne présidentielle, les républicains ont bloqué la reconduction de l'aide militaire à l'Ukraine, contribuant à la réduction des livraisons d'armes. Trump au pouvoir aura à choisir entre ses promesses de campagne, sa démagogie isolationniste et les nécessités du maintien de la domination américaine sur le monde.

² *Foreign Affairs*, mars-avril 2024, publié en ligne le 30 janvier 2024.

NÉGOCIER AVEC POUTINE OU INTENSIFIER LA GUERRE ?

Nous l'avons affirmé maintes fois : les dirigeants des puissances impérialistes ne souhaitent pas la chute de Poutine, et encore moins la déstabilisation de l'appareil d'État russe, qui libérerait des forces centrifuges incontrôlables sur de vastes territoires. Poutine et les dirigeants impérialistes collaborent depuis plus de dix ans en Syrie pour écraser les milices islamiques que leurs guerres successives, en Afghanistan pour les deux camps, en Irak pour les Occidentaux, ont fait surgir. L'armée russe joue un rôle de gendarme irremplaçable en Asie centrale et dans le Caucase. L'attitude compatissante des dirigeants américains, lors du terrible attentat contre une salle de concert près de Moscou, revendiqué par la branche de l'État islamique dite du Khorasan (selon le nom perse d'une ancienne province centrée sur l'actuel Afghanistan), a rappelé que la guerre n'empêche pas la collaboration.

Depuis deux ans, les discussions entre Poutine et les dirigeants américains n'ont sans doute jamais cessé. Dans l'article déjà cité, Burns, le directeur de la CIA, raconte qu'il a été envoyé en février 2022 à Moscou par Biden, pour tenter de convaincre Poutine et ses conseillers de renoncer à l'invasion. En vain car, dit-il, « *Ils surestimaient largement leur propre position et sous-estimaient la résistance de l'Ukraine et la détermination occidentale.* » Deux ans plus tard, les réalités de la guerre ont fait bouger les lignes. Poutine n'a pas réussi à conquérir l'Ukraine, mais l'armée ukrainienne, armée par les Occidentaux mais aux troupes usées, est en difficulté pour contenir sa poussée.

Le temps des « négociations sérieuses », pour reprendre la



Rencontre entre Biden et Poutine à Genève, le 16 juin 2021.

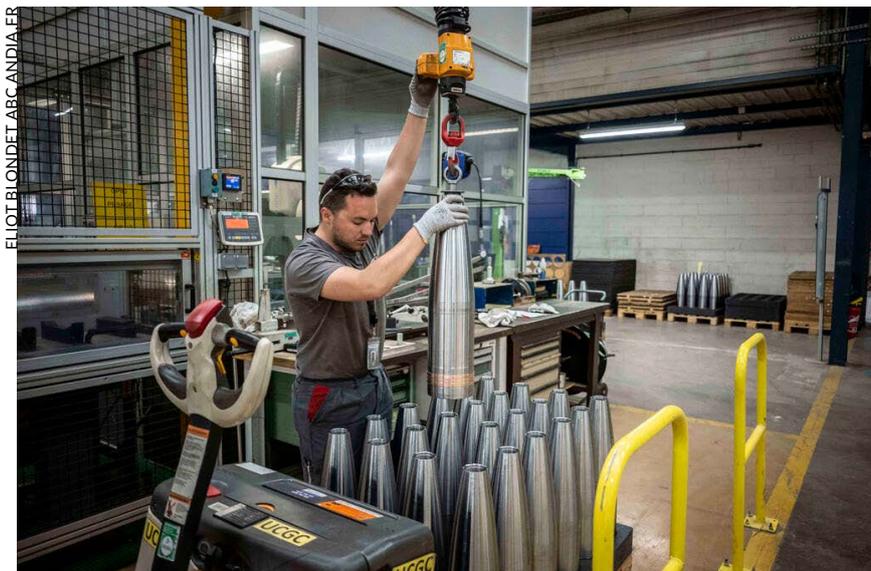
formule de Burns, est-il en vue ? Les Occidentaux vont-ils au contraire augmenter le nombre de leurs conseillers militaires en Ukraine et intensifier les livraisons d'armes ? Sont-ils capables de produire massivement ces armes avant que les troupes russes n'enfoncent les lignes de front ? Et, surtout, quelle sera la réaction des classes populaires ukrainiennes face à l'enrôlement forcé et à une nouvelle loi de mobilisation ? Cela fait partie des nombreuses interrogations que les experts des plateaux de télévision formulent, sans avoir de réponse.

Au fond, les dirigeants des pays européens, qui subissent depuis le début les multiples bouleversements, en particulier économiques, engendrés par la politique américaine en Ukraine, n'ont pas plus de réponse. Contraints de s'aligner derrière les décisions américaines, ils tentent de se mettre en ordre de bataille, chacun au service de ses propres capitalistes. Chacun vise à prendre la plus grosse part du marché de la guerre et des futurs marchés de reconstruction. Le marché de la reconstruction de l'Ukraine a été l'objet de deux conférences internationales, alors même que la guerre fait toujours rage. Quant à l'industrie de l'armement, déjà nourrie par la multiplication des guerres dans le

monde, les dirigeants européens s'emploient à la développer encore davantage en organisant le passage à une « économie de guerre ».

« L'ÉCONOMIE DE GUERRE », JACKPOT POUR LES INDUSTRIELS ET LES BANQUIERS

Dans toute l'Europe, depuis deux ans, les budgets consacrés aux commandes de matériels de guerre ont partout explosé. En 2023, l'État français a passé des commandes pour un montant exceptionnel de 20 milliards d'euros. Sous le premier quinquennat de Macron, la moyenne annuelle était de 15 milliards, contre moins de 10 milliards sous Hollande. Lors de sa dernière conférence de presse, le 27 mars, Sébastien Lecornu, ministre des Armées, a dressé la liste des commandes en attente de livraison : 2 milliards d'euros pour Safran, 3 milliards pour le missile MBDA, 4 milliards pour Naval Group, 5 milliards chacun pour Airbus Defence and Space, Airbus Helicopters, Dassault, 6 milliards pour Thales, etc. Lecornu est arrivé à un total de 34 milliards d'euros de commandes en cours. C'est Noël tous les jours pour les marchands d'armes. Ce montant est supérieur aux deux plans cumulés



ELIOT BLONDET ABC ANDIA.EP

Fabrication de munitions aux standards de l'OTAN. Ici des obus de 155 pour canon Caesar, destinés à l'Ukraine, dans l'usine Nexter Arrowtech de Bourges dans le Cher (18 avril 2023).

de coupes budgétaires décidés par Bruno Le Maire pour 2024 et 2025. Il représente le coût de la construction de cent hôpitaux neufs.

Mais le problème des chefs de l'armée, c'est qu'entre la commande et la livraison le délai est trop long. Les industriels prennent les commandes mais tardent à les honorer. Les raisons avancées sont multiples : capacité de production insuffisante, manque de travailleurs formés, manque de matières premières, manque de pièces détachées, concurrence entre les producteurs, concurrence entre l'industrie civile et l'industrie militaire. Même si les cadences ont été augmentées – le temps de production d'un canon Caesar serait ainsi passé depuis le début de la guerre en Ukraine de 30 à 15 mois, le nombre de canons produits chaque mois est passé de 2 à 8 – les capitalistes ne se sont pas précipités pour réaliser les investissements très coûteux nécessaires pour augmenter significativement la production. Et, surtout, il en va de l'industrie militaire comme de tous les secteurs de l'économie capitaliste : faute de planification, parce que les étapes de la production sont morcelées entre

une multitude de sous-traitants répartis partout sur la planète, et qui fournissent des industriels concurrents, produire dans les délais la quantité commandée est une gageure. L'industrie de l'armement se heurte aux mêmes obstacles que l'industrie automobile, confrontée il y a deux ans à une pénurie de semi-conducteurs. Les fournisseurs vendent en priorité au plus offrant, qu'il soit du secteur militaire ou pas. L'anarchie de l'économie capitaliste n'épargne pas le secteur militaire.

Pour pouvoir forcer la main aux différents industriels, ou leur faciliter la tâche, le gouvernement a réinscrit dans la dernière loi de programmation militaire la possibilité d'imposer des réquisitions « *de personnels, de stocks ou d'outils de production* ». Ainsi le 27 mars, entouré d'une brochette d'officiers et du directeur général de l'Armement, Lecornu a menacé : « *Pour la première fois, je n'exclus pas d'utiliser ce que la loi permet au ministre de faire, c'est-à-dire, si le compte n'y était pas en matière de cadence et de délais de production, de faire des réquisitions ou de faire jouer le droit de priorisation.* »

Accélérer le tournant vers

cette économie de guerre est l'un des objectifs des postures guerrières de Macron. Au lendemain des déclarations de son patron, Lecornu a précisé les pistes d'ores et déjà envisagées : « *Des entreprises françaises vont créer des partenariats avec des entreprises ukrainiennes pour produire sur le sol ukrainien des pièces détachées, peut-être même des munitions demain.* » Il souhaite créer « *une alliance stratégique de production industrielle et militaire avec l'Ukraine, en envoyant sur le terrain des experts en armement et des industriels de la défense*³ ». Si l'envoi massif de troupes françaises et européennes en Ukraine n'est sans doute pas à l'ordre du jour à court terme, l'installation sur le sol ukrainien des capitalistes de l'armement est en route. Ils pourront profiter d'une main-d'œuvre qualifiée sous-payée, tout en étant au plus près des champs de bataille pour ajuster leurs matériels.

Quelle que soit l'évolution de la guerre en Ukraine, la guerre est une réalité que les classes populaires paient déjà. En Russie et en Ukraine, elles la paient avec leur sang et en subissant des coupes drastiques dans les quelques budgets sociaux encore en place. En Ukraine, avec la mise sous tutelle des entreprises publiques ou des ressources du pays par des capitalistes occidentaux. Elles la paieront pendant des décennies sous la forme du remboursement de la dette de guerre. Dans les autres pays européens, elles la paient par la militarisation des budgets, car les États occidentaux paient rubis sur l'ongle les industriels de la guerre qui construisent les engins livrés en Ukraine, avant de présenter la note à ce pays. Elles la paient encore par la militarisation des esprits. Aucune paix ne sera possible tant que régnera l'impérialisme.

2 avril 2024

3 Déclaration de Sébastien Lecornu sur BFMTV le 8 mars 2024.



Mer Rouge: un conflit nourri par les interventions occidentales

Depuis le mois de novembre 2023, les houthistes, qui contrôlent tout le nord et l'ouest du Yémen, multiplient les attaques contre des navires en mer Rouge et dans le golfe d'Aden. Ils disent agir ainsi contre les États-Unis et Israël, en soutien aux Palestiniens. Yahya Saree, le porte-parole militaire des houthistes, a prétendu «accomplir un devoir religieux, moral et humanitaire en soutien à ceux qui ont été lésés en Palestine et à Gaza».

Le 19 novembre, le cargo *Galaxy Leader* a été attaqué par les milices houthistes alors qu'il traversait la mer Rouge, et a été détourné vers le port de Hodeïda au Yémen. Depuis, on a dénombré plus de quarante attaques de navires, dont vingt et un ont été touchés par des tirs de missiles ou de drones. Le trafic maritime est ainsi fortement perturbé dans la zone du détroit de Bab-el-Mandeb, qui sépare le sud de la péninsule arabique de la Corne de l'Afrique et donne accès au canal de Suez, par où passe 12 % du commerce mondial, dont 30 % du trafic des conteneurs. Le transit en mer Rouge a donc été suspendu, entièrement ou en partie, par de grands armateurs comme MSC, CMA CGM, Maersk ou Hapag-Lloyd, qui ont jugé plus prudent de délaissier cette route au profit de celle du cap de Bonne-Espérance, qui contourne l'Afrique.

En réaction, sous l'impulsion des États-Unis, dont plusieurs navires ont subi les attaques des houthistes, une force maritime internationale, baptisée Gardien de la prospérité, a été mise en place en décembre, à laquelle s'est jointe entre autres la Grande-Bretagne, l'ancienne puissance coloniale de la région.

À la mi-janvier, le ministère de la Défense américain affirmait avoir détruit 150 missiles et lanceurs, des radars et des drones appartenant aux houthistes. Des tirs ont touché Sanaa, la capitale, les gouvernorats de Hodeïda (à l'ouest), Taëz (au sud), Hajjah (au nord-ouest), Saada (au nord), ne ciblant prétendument que des lieux de stockage d'armes. Selon le président des États-Unis, Joe Biden, il n'y a pas eu de victimes civiles. On ne peut bien sûr qu'en douter mais, quoi qu'il en soit, cette riposte occidentale n'a pas fait cesser

les attaques des houthistes. La guerre menée par l'État d'Israël contre les Palestiniens de la bande de Gaza, avec l'appui de l'impérialisme, a ainsi ouvert de nouvelles turbulences dans cette région du sud de la mer Rouge qui fut très tôt convoitée par les puissances coloniales.

UNE SUCCESSION DE CONFLITS

Aden, situé tout au sud de la péninsule arabique, devint un protectorat britannique dès



Le destroyer américain USS Carney. Le 20 octobre 2023, il a abattu dans le nord de la mer Rouge trois missiles sol-sol et plusieurs drones.

CHARLES A. ORDOQUI / US NAVY

soutien saoudien, et de l'armée britannique. L'impérialisme, américain cette fois, qui dans le contexte de la guerre froide ne pouvait pas non plus accepter un tel régime, s'appuya pour le combattre sur l'Arabie saoudite et sur des partis tels que le Front islamique, créé en 1979, partisan entre autres du port du voile intégral par les femmes à l'université.

Le 22 mai 1990, après une longue série de conflits armés, eut lieu l'unification entre le Yémen du Nord, une dictature étroitement dépendante des armes et des subsides saoudiens, dirigée depuis 1978 par Ali Abdallah Saleh, et le Yémen du Sud. Mais cette toute nouvelle République du Yémen, dont Saleh devint le président, n'était unifiée qu'en apparence. Basée sur l'ancien appareil d'État du Nord, elle ne fit guère de place aux anciens dignitaires du Sud, ni ne fusionna vraiment les armées des deux pays, ce qui suscita des rancœurs dans le sud du pays, et entraîna de nouveaux affrontements.

L'APPARITION DU MOUVEMENT HOUTHISTE

À la fin des années 1990, le Yémen restait un pays sous-développé dont l'économie reposait essentiellement sur une agriculture traditionnelle, le maintien d'une structure quasi féodale dans les campagnes dominées par de grandes familles appartenant à de puissantes tribus, où tentait de survivre une paysannerie très pauvre. Les principales villes, dont la capitale Sanaa, ne formaient que quelques îlots de modernité, et les jeunes en quête de travail émigraient massivement dans les pays du Golfe pour y travailler dans le secteur pétrolier. L'extraction du pétrole au Yémen, secteur bien moins prometteur du fait du nombre réduit de gisements, essentiellement localisés dans le Sud, n'offrait pas de possibilités



Bombardements à Sanaa en mai 2009.

suffisantes. Le pétrole yéménite put fournir cependant durant quelques années des revenus à l'État.

L'argent servit, non pas à développer des services publics, mais à financer un système de clientélisme. Pour se maintenir au pouvoir, Saleh put ainsi accorder à certains chefs tribaux des contrats de surveillance d'oléoducs, de lignes électriques, leur distribuer diverses aides financières, et ainsi étendre son autorité aux tribus. La crise du pétrole allait l'affaiblir. La diminution des recettes pétrolières, à partir du début des années 2000, affecta le budget de l'État et réduisit les possibilités d'acheter la fidélité des uns et des autres. Les cheikhs tribaux connurent une baisse importante de leurs ressources et privilèges financiers. Des membres des plus puissantes tribus reprochèrent ainsi au gouvernement de leur donner des voitures coréennes au lieu des Land Cruiser auxquels ils étaient habitués ! Tout cela, ajouté à la chute de 30% de la devise yéménite et à la hausse des prix des produits alimentaires, attisa les tensions tribales au travers desquelles s'exprimait le mécontentement de la population pauvre des régions les plus défavorisées.

C'est dans ces années qui suivirent l'unification de 1990 que le mouvement houthiste apparut au sein de la minorité chiite yéménite, dite zaydite, de Saada,

au nord du Yémen, qui se sentait lésée par le nouveau pouvoir. À l'origine mouvement essentiellement religieux aspirant à un renouveau du zaydisme et luttant contre la propagation du wahhabisme, forme rigoriste de l'islam sunnite initiée par les dirigeants saoudiens pour gagner en influence au Yémen, il se transforma en un mouvement politique. Ce mouvement, également appelé Ansar Allah, qui signifie Partisans de Dieu, établit un vaste réseau dans le gouvernorat de Saada et dans d'autres zones tribales du Nord, créant des associations de jeunes, des écoles et des internats. Il se construisit en opposition aux États-Unis et à Israël, ainsi qu'au dictateur, Saleh. Ainsi, à partir de 2002, les partisans de Ansar Allah scandaient : « *Dieu est grand, mort à l'Amérique, mort à Israël !* »

La corruption du régime de Saleh, ses exactions, les impôts arbitraires imposés à la population rurale pauvre déclenchèrent une révolte à laquelle le mouvement houthiste était en situation de donner une direction politique, derrière le drapeau du chiisme zaydite. À partir de 2004, dans le nord du pays, les bombardements de l'aviation yéménite, la répression, les arrestations et les disparitions entraînèrent la mobilisation d'un nombre croissant de nouveaux combattants, notamment par le truchement des

solidarités tribales. « *Ce n'est pas tant une convergence religieuse qui a poussé certains des nôtres à rejoindre le camp houthiste. Ce qui a compté, c'est leur opposition commune au pouvoir central* », déclarait un cheikh membre de la tribu Jahm, en parlant de l'adhésion d'une partie de sa tribu au combat contre Saleh¹. « *C'est parce que l'État désigne sans cesse certaines personnes sous le nom de houthistes que ces gens deviennent effectivement houthistes. Certains de ceux qui étudiaient chez moi ont été provoqués et poussés à combattre* », ajoutait de son côté un intellectuel zaydite². De 2004 à 2010, six guerres opposèrent le régime en place aux milices houthistes, au cours desquelles celles-ci tinrent bon.

À partir de 2011, les manifestations populaires du Printemps arabe, soutenues par les houthistes, finirent par contraindre Saleh à laisser la place. Les États-Unis furent à la manœuvre pour imposer un règlement politique afin d'éteindre la révolte populaire. Le vice-président, Abdrabbo Mansour Hadi, prit la place de Saleh et promit des élections mais, pour l'essentiel, le régime restait en place. En 2014, au mécontentement que provoqua une nouvelle Constitution qui ne satisfaisait personne, s'ajouta celui provoqué par les augmentations de prix. Des manifestations reprurent dans plusieurs villes du nord du pays, auxquelles les houthistes appelèrent. Ce fut la décision de Hadi de s'arroger les pleins pouvoirs qui déclencha l'offensive des milices houthistes, avec le renfort d'une partie de l'armée. En septembre 2014, elles prirent la capitale, Sanaa, marchèrent sur le sud du pays, et mirent fin au pouvoir de Hadi qui allait se réfugier en Arabie saoudite. Les houthistes finirent ainsi

par contrôler un tiers du territoire yéménite, correspondant aux régions montagneuses de l'ouest, et comprenant des villes d'importance comme le port de Hodeïda, sur la mer Rouge, et Sanaa.

UNE GUERRE DÉCLENCHÉE PAR L'ARABIE SAOUDITE AVEC L'AVAIL DES ÉTATS-UNIS

Pour empêcher le mouvement houthiste de prendre le contrôle du pays, Mohammed ben Salman, prince héritier et dirigeant de facto de l'Arabie saoudite, déclencha le 25 mars 2015 l'opération baptisée « tempête décisive ». Elle avait le plein accord des États-Unis et l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU. Au soutien de tous les pays impérialistes s'ajoutait celui de la coalition constituée sous la direction saoudienne par une dizaine de pays arabes et musulmans : l'Égypte, la Jordanie, le Soudan, le Maroc et les monarchies du Golfe, à l'exception d'Oman.

L'Arabie saoudite eut donc un blanc-seing pour bombarder,

contrôler les entrées et les sorties du Yémen et mettre en place une forme de blocus, qui entraîna dans le pays une catastrophe humanitaire. Le conflit entraîna des déplacements massifs de population, de graves pénuries alimentaires et médicales, ainsi qu'une épidémie de choléra.

Cette guerre, dont Mohammed ben Salman pensait qu'elle ne durerait que quelques semaines, s'enlisa. Les milices houthistes continuèrent à tenir tête aux forces armées saoudiennes, malgré l'armement sophistiqué de celles-ci fourni par les États-Unis et, entre autres, la France. Si elles reçurent une aide iranienne, livraison d'armes légères et conseillers militaires, cela ne fut pas déterminant. Contrairement à ce que les médias occidentaux répètent en boucle, le mouvement houthiste n'allait pas devenir l'instrument de l'Iran. Les dirigeants iraniens ne s'engagèrent que de loin. Ce fut la barbarie de la guerre menée par l'Arabie saoudite qui renforça les houthistes. Pour beaucoup, ce mouvement représentait la résistance de la nation yéménite aux agresseurs extérieurs, ce qui lui valut un soutien populaire.



En 2015, un homme examine les débris d'un missile américain sur la route du Djebel Marran, berceau de l'insurrection houthiste, dans le gouvernorat de Saada au nord du Yémen.

1 Quentin Müller, « À Marib, les tribus yéménites font front commun contre les houthistes » *Le Monde diplomatique*, juin 2023.

2 Entretien avec al-Murtadâ al-Muhatwarî, Sanaa, 17 janvier 2009 cité par Laurent Bonnefoy, dans « La guerre de Sa'da : des singularités yéménites à l'agenda international », *Critique internationale* n° 48, juillet 2010.

En avril 2022, au bout de huit ans d'une guerre qui avait fait près de 400 000 morts, Mohammed ben Salman dut se résigner à accepter une trêve, entamant des négociations pour aboutir à la signature de la paix qui, à l'heure actuelle, traînent toujours en longueur.

Au fil des années de guerre, les houthistes ont construit leur pouvoir dans les zones qu'ils contrôlent. Ils dirigent celles-ci dans une situation profondément dégradée par la guerre, en l'absence de services en état de fonctionner, alors que manquent l'eau, la nourriture et même la possibilité de verser des salaires réguliers aux fonctionnaires. Ils peuvent maintenir un certain consensus populaire, en s'appuyant sur un sentiment anti-impérialiste largement partagé par la population, sentiment amplifié par la barbarie de la guerre menée contre les Palestiniens. Mais les houthistes peuvent aussi être eux-mêmes en butte au mécontentement populaire. « *Nous n'avons aucun intérêt à répandre le sang des Yéménites, mais la rébellion nous a obligés à nous battre. Ils utilisent la force et la répression pour gouverner et imposer leur idéologie religieuse³* », confiait ainsi un cheikh influent de la tribu Murad, dont une grande partie s'est réfugiée dans le gouvernorat de Marib. La coalition saoudienne tente d'attiser ces sentiments pour parvenir à ses fins. Elle a ainsi construit dans cette zone de Marib une base militaire et des camps d'entraînement pour ce qui reste de l'armée du pouvoir chassé par les houthistes.

UNE INSTABILITÉ PERMANENTE CRÉÉE PAR L'IMPÉRIALISME

Les houthistes continuent à tenir tête à l'Arabie saoudite et aux pays impérialistes, et

3 Quentin Müller, op. cit.



KHALED ABDOULLAH/REUTERS

Des combattants houthistes manifestent près de Sanaa, le 14 janvier dernier, contre les frappes militaires menées par les États-Unis.

la guerre à Gaza a rallumé un incendie dans la région de la mer Rouge, posant de nouveaux problèmes aux dirigeants occidentaux. Cela survient au moment où les États-Unis et l'Arabie saoudite, depuis plus d'un an, tentent de parvenir à la signature d'un accord de paix afin d'éteindre l'incendie qui enflamme le Yémen. Biden aurait sans doute souhaité pouvoir mettre en avant une réussite diplomatique en cette année électorale, et les tractations en coulisse continuent avec des médiations locales, celle de l'Oman en particulier. Mais les États-Unis doivent aussi montrer qu'ils ne laissent pas les houthistes perturber le commerce international. Le bombardement de plusieurs villes du Yémen par les États-Unis avec l'aide de l'armée britannique en riposte aux attaques de navires est une réponse limitée, mais aussi une manière de lancer un avertissement à ceux qui voudraient contester leur domination. Il s'adresse autant aux peuples de la région qu'aux puissances qui voudraient mener leur propre jeu, comme l'Iran, même si les dirigeants iraniens se sont bien gardés de

revendiquer la paternité des initiatives houthistes. Ils veulent visiblement éviter d'être entraînés dans un engrenage guerrier.

Les bombardements, les interventions d'alliés finissant par agir pour leur propre compte, le soutien à coups de milliards donné à des forces qui se retournent contre leur maître n'en ont pas moins contribué à déclencher en mer Rouge le début d'un engrenage.

Les manœuvres des dirigeants impérialistes allument des incendies, laissant derrière eux les morts, les affamés, les régions entières détruites. Leur présence militaire et leur interventionnisme permanent entretiennent une instabilité tout aussi permanente, même s'ils tentent ensuite d'agir pour limiter les conséquences des conflits qu'ils ont eux-mêmes déclenchés. La population pauvre se trouve, qu'elle le veuille ou non, enrôlée derrière des milices religieuses ou des forces à l'idéologie réactionnaire qui s'opposent à la présence occidentale. Elle ne trouvera de véritable issue que dans la lutte pour en finir avec la domination impérialiste.

28 mars 2024

groupes hindouistes d'extrême droite, voire paramilitaires, impliqués dans des pogromes antimusulmans, dont le Rashtriya Swayamsevak Sangh (Organisation patriotique nationale, RSS). Les partis d'opposition et leurs porte-parole sont fréquemment l'objet de mesures répressives. La dernière victime en a été à la mi-mars Arvind Kejriwal, le ministre en chef¹ de l'État de Delhi, arrêté pour corruption et extorsion de fonds. Un écran de fumée, signe peut-être d'une certaine fébrilité, pour faire oublier les soupçons de même nature qui pèsent sur plusieurs proches de Modi, en premier lieu le milliardaire Gautam Adani et son clan.

La campagne du BJP a été très largement orientée contre les 200 millions de musulmans, et autour de la promotion de la religion et de la culture hindoues dont le BJP a fait le fondement de sa politique depuis son origine. Les hindous, qui seraient selon le BJP la seule Inde véritable, seraient enfin libérés de « 1 000 ans d'assujettissement » aux musulmans et aux laïcs. En 2019, Modi avait supprimé l'autonomie du Jammu-et-Cachemire, le seul État à majorité musulmane. Le 11 décembre dernier, la Cour suprême a validé cette décision, légitimant ainsi toute la propagande et la démagogie déployées depuis son arrivée au pouvoir. À la mi-janvier, Modi a mis en scène de façon spectaculaire l'inauguration du temple hindou d'Ayodhya, au nord-est du pays, en lieu et place d'une mosquée dont la destruction en 1992 par des fanatiques hindous avait entraîné une vague de violence et près de 2 000 morts, en majorité musulmans. Et le 11 mars dernier, le gouvernement a annoncé l'application d'une réforme de la citoyenneté, restée inappliquée depuis son adoption en 2019, qui écarte les musulmans de certaines pro-



Narendra Modi inaugure en janvier dernier le temple hindou d'Ayodhya, dans l'État de l'Uttar Pradesh.

cédures de naturalisation, et rompt avec une définition de l'État essentiellement laïque.

Alors que 970 millions d'électeurs sont appelés à voter, le BJP et ses alliés semblent en position favorable. Au printemps 2023, le Parti du Congrès, qui avait dominé la vie politique indienne et dirigé le pays durant des décennies après l'indépendance, a certes raflé la majorité des sièges à l'Assemblée de l'État du Karnataka, s'assurant ainsi la mainmise sur son exécutif. Mais ce succès n'a pas inversé la dynamique en faveur de Modi. Et en novembre dernier, le BJP a remporté trois des quatre élections organisées pour renouveler les Assemblées locales d'États totalisant plus de 200 millions d'habitants, dont deux, le Rajasthan et le Chhattisgarh, que l'opposition lui avait ravies il y a cinq ans. Outre les attaques et la démagogie hindouiste et antimusulmans qui assurent son succès depuis une décennie dans le nord du pays, la propagande du BJP présente désormais « l'alignement » des pouvoirs locaux, municipaux ou des États, comme un gage de la réussite de sa politique au plan national. La couleur politique des exécutifs est en

effet traditionnellement le produit de multiples marchandages et coalitions à géométrie très variable. Ainsi, en janvier dernier, Nitish Kumar, ministre en chef du Bihar, un État pauvre du nord peuplé de 100 millions d'habitants, s'est-il rallié à l'alliance conduite par Modi aux prochaines élections. Depuis 2015, ce même politicien a changé cinq fois d'allégeance pour conserver sa mangeoire.

Hégémonique dans une large partie de l'Union indienne, le BJP demeure cependant minoritaire dans certains États du sud, dont le Kerala (35 millions d'habitants) actuellement dirigé par une coalition « de gauche » menée par le Parti communiste indien (marxiste) ou CPI (M)². Ce dernier est né en 1964 d'une scission du Parti communiste d'Inde (CPI) sur fond d'affrontements entre l'URSS et la Chine de Mao. Il demeure le plus important des partis se revendiquant du communisme en Inde. Hors du Kerala, son influence dans certains États, comme le Tamil Nadu, n'est pas négligeable. Sa politique est comparable à celle de la social-démocratie européenne.

Face à Modi, le Parti du Congrès a cette fois réuni la

1 Ministre en chef: titre porté par le chef du gouvernement des États de l'Union indienne.

2 Depuis 1957, le PCI (M) a dirigé cet État en alternance avec une coalition dirigée par le Parti du Congrès.



Meeting de l'alliance INDIA à New Dehli, le 22 décembre 2023. En polo blanc, Rahul Gandhi, chef du Parti du Congrès. Derrière eux, le slogan : « Sauvons la démocratie ».

quasi-totalité des partis d'opposition nationaux et surtout régionaux, dans une alliance baptisée Indian National Development Inclusive Alliance (INDIA). Le « tout sauf Modi » lui sert de ciment. Mais le Parti du Congrès ne dirige plus que 3 des 28 États de l'Union indienne et a perdu l'essentiel du soutien dont il bénéficiait dans la masse rurale comme auprès de la bourgeoisie nationale, qui lui devait en quelque sorte d'avoir hérité d'un État dévoué à la défense de ses intérêts. Modi n'a cessé d'opposer à ses adversaires son bilan en matière de développement. Fragile lors de son accession au pouvoir il y a dix ans, l'Inde serait devenue l'« étoile montante » de l'économie mondiale.

UN ESSOR ÉCONOMIQUE EN TROMPE-L'ŒIL

Soixante-quinze ans après son indépendance, l'Inde s'est hissée, en termes de PIB, au rang de cinquième économie mondiale, dépassant le Royaume-Uni, l'ancienne puissance coloniale, qui

affama sa population, détruisit une large partie de son industrie naissante et pilla ses ressources durant deux siècles. Le Premier ministre promet un « âge d'or » et de faire de son pays une superpuissance rivalisant avec la Chine et les États-Unis. Mais derrière la propagande nationaliste et les effets de tribune dont le leader du BJP est coutumier, quelle est la véritable place de la bourgeoisie indienne dans la guerre économique mondiale qui fait rage ?

Modi bénéficie de la bienveillance des dirigeants impérialistes avec lesquels l'Inde, tout en conservant une apparente neutralité dans certains conflits comme l'Ukraine, a noué une alliance diplomatique-militaire dirigée contre la Chine³. Ne disposant de presque aucune industrie de défense, l'Inde est donc un marché prometteur. Les marchands de mort de l'impérialisme français, deuxième fournisseur d'armes de l'Inde depuis vingt ans, derrière la Russie, en ont reçu les dividendes avec plusieurs contrats spectaculaires ces dernières années, dont la vente de plu-

sieurs dizaines d'avions Rafale et de sous-marins Scorpène. Modi et l'Inde, présentée par Macron comme un « partenaire stratégique », furent les invités d'honneur du défilé militaire du 14 juillet 2023 à Paris.

En septembre dernier, l'Inde a également accueilli en grande pompe le sommet du G20, offrant l'opportunité à son Premier ministre de vanter sa politique économique devant les médias du monde entier et de se poser en leader du « Sud global » parlant au nom des nations les plus pauvres. Qu'importe s'il fallut pour la qualité des images mobiliser 100 000 policiers, cacher les pauvres et les immondices de la capitale, repeindre des murs, tendre des bâches frappées du logo du G20 et du portrait de Narendra Modi à travers toute la ville, installer de façon éphémère des fontaines, une cascade artificielle et même 700 000 pots de fleurs. Qu'importe aussi le sort des 300 000 personnes chassées de leur lieu de vie et les 25 bidonvilles détruits.

Modi revendique pour l'Inde le titre de cinquième puissance mondiale et ne cache pas son ambition de briguer d'ici 2047, à l'occasion du centième anniversaire de l'indépendance, la troisième, voire la deuxième place. Avec plus de 7 % de croissance de son PIB ces deux dernières années, il est vrai que l'Inde fait figure d'exception dans une économie mondiale frappée par un ralentissement généralisé et par l'exacerbation de la guerre économique entre les puissances capitalistes et entre les grandes sociétés, industrielles ou financières, qui mettent la planète en coupe réglée depuis des décennies. Il est possible que son PIB franchisse effectivement la barre des 5 000 milliards de dollars dans les années qui

³ Une coopération militaire s'est constituée notamment depuis 2007 sous le nom de Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quadrilateral Security Dialogue ou Quad), entre les États-Unis, l'Inde, l'Australie et le Japon. Si l'Inde n'appartient pas à l'AUKUS, l'alliance militaire signée en 2021 entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, des « collaborations occasionnelles » les réunissent néanmoins.

viennent. Cette croissance s'accompagne d'un boom des valeurs boursières indiennes qui bénéficient en partie du reflux des marchés financiers chinois ces dernières années. Une autre manifestation de cet essor est la multiplication du nombre de milliardaires. On est loin en effet du slogan « croissance pour tous » du régime. Selon le classement *Forbes* établi au printemps 2023, l'Inde serait même le troisième pays par le nombre de ses milliardaires (169) avec une fortune cumulée de 675 milliards de dollars. Le capitalisme indien est structuré autour d'une vingtaine de conglomérats familiaux puissants liés de longue date au pouvoir politique et grâce auquel ils ont dévoré leurs concurrents. Ils ont été les grands bénéficiaires de la privatisation des chemins de fer, des secteurs de l'électricité, du charbon, des ports, ou encore de la société nationale de conteneurs. Parmi ces dynasties et véritables sangsues de l'État :

- Reliance Industries, du magnat Mukesh Ambani,

l'homme le plus riche du pays, qui prospère dans de multiples secteurs : pétrole, gaz, pétrochimie, télécommunications et vente au détail.

- Le groupe Adami, devenu en trois décennies le plus grand opérateur portuaire privé du pays, l'un des plus grands opérateurs privés d'aéroport, un distributeur d'électricité, et de gaz de ville. Son dirigeant, Gautam Adani, est actuellement dans la tourmente d'un scandale retentissant pour blanchiment, détournement d'argent public et corruption.
- Aditya Birla Group, leader dans l'aluminium mais présent aussi dans les secteurs du cuivre, du ciment, de la chimie et du textile.
- Bharti Airtel, un géant des télécommunications.
- Tata, dont les activités vont de l'acier au sel de table en passant par les hôtels de luxe ou l'automobile.

Mais les fortunes accumulées par ces nababs des temps modernes, comme nombre de statistiques faites pour mesurer

l'efficacité de l'économie du point de vue des intérêts des capitalistes, ne traduisent en rien le développement de la production agricole, industrielle ou des services dont la population pourrait bénéficier. Elles reflètent avant tout le parasitisme effectivement croissant de quelques grandes dynasties bourgeoises. Les 10 % les plus riches s'approprient 77 % de la richesse nationale. Et les 1 % les plus fortunés s'en partagent même 40,1 %⁴.

Si les statistiques indiquent que « l'extrême pauvreté », telle que mesurée par les organismes internationaux, y a reculé depuis une décennie, l'Inde, avec 1,43 milliard d'habitants, reste au sein du G20 le pays qui dispose du plus faible revenu par habitant : 1 947 euros, soit à peine plus de 5 euros par jour, moyenne qui cache en outre d'immenses inégalités. Dans l'indice de la faim dans le monde (IFM), elle se classe même 111^e sur 125 pays dits « en transition », juste au-dessus de l'Afghanistan ou d'Haïti, alors même



Habitants d'un bidonville de New Delhi ramassant leurs affaires à la hâte avant d'être chassés par la police lors du G20 de septembre 2023 dans la capitale indienne.

4 Rapport 2023 du World Inequality Lab du 19 mars 2024.



Vue de la raffinerie de Jamnagar, la plus vaste du monde.

qu'elle est le premier exportateur de riz au monde⁵. Cela n'a pas empêché Modi de prétendre peu après le déclenchement de la guerre en Ukraine que l'Inde pouvait nourrir le monde entier. Déjà, du temps de la colonisation britannique, les famines ravageaient le pays pendant que les navires chargés de céréales prenaient la mer vers la métropole. Celle de 1943, alors que Churchill était Premier ministre et que la guerre faisait rage, aurait fait près de 5 millions de victimes. L'indice de développement humain (IDH) de l'Inde se situe aujourd'hui au 132^e rang mondial. Quant au PIB par habitant, il demeure cinq fois moins élevé qu'en Chine, dix-huit fois moins qu'au Royaume-Uni ou en France mais aussi plus faible qu'au Vietnam, en Namibie ou au Maroc.

L'AUBAINE DU PÉTROLE RUSSE

L'Inde est encore très loin de l'âge d'or (Amrit Kaal), expression martelée par la propagande du BJP, ou d'une « *transformation structurelle de l'économie* »⁶ qui ferait de ce pays la « locomotive de la croissance mondiale » que la bourgeoisie mon-

diale cherche vainement pour tirer son système productif et alimenter sa machine à profits. Mais la guerre entre la Russie et l'Ukraine a largement bénéficié à la bourgeoisie indienne et permis d'embellir ses tableaux statistiques.

Les conglomérats russes, principalement Gazprom Neft, Lukoil, Rosneft, Surgutneftegas, progressivement privés d'accès au marché européen depuis 2022, alimentent désormais les raffineries indiennes. Plus de la moitié de ce brut est transformé par Jamnagar Refinery, la plus grande raffinerie du monde située dans l'État du Gujarat, propriété de Reliance Industries, le groupe de Mukesh Ambani. On dit que si tous les tuyaux utilisés dans cette raffinerie étaient disposés les uns après les autres, ils relieraient toute l'Inde du nord au sud... Près des deux tiers du pétrole russe transporté par tankers seraient ainsi acheminés de la Russie vers l'Inde, faisant de cette dernière son deuxième marché après la Chine et permettant aux entreprises indiennes d'exporter elles-mêmes dans le monde entier. Mais les sociétés russes, contraintes jusqu'à une période récente, en raison de leur exclusion du système bancaire international,

de facturer leur pétrole et d'ouvrir des comptes en roupies, ne pouvaient même pas les dépenser sur le marché indien où ne sont produites que de rares marchandises pouvant intéresser la Russie. Ce jeu de bonneteau et de vases communicants a pour le moment maintenu le commerce international du pétrole... et soutenu les profits des grandes compagnies comme des spéculateurs. Il illustre aussi la place d'intermédiaire subordonné que tient le capital indien.

« L'HEURE DE L'INDE » ?

Au lendemain de son arrivée au pouvoir en 2014, Modi avait lancé un « *Venez fabriquer en Inde* » aux investisseurs étrangers dans le cadre de son programme « Make in India », censé permettre l'essor d'un secteur manufacturier encore atrophie. Pour encourager la production nationale, derrière l'autre slogan martelé par ses relais, « India first » (l'Inde d'abord), le gouvernement a augmenté considérablement les droits de douane et les taxes diverses à l'importation (à la hauteur de 18 % en moyenne en 2022). Et dans le but de soutenir les exportations, l'Inde a introduit depuis

5 Rapport 2023 consultable sur le site www.globalhungerindex.org.

6 Conférence de presse de V. Anantha Nageswaran, économiste en chef du gouvernement, du 1^{er} février 2024.

2020 des « incitations liées à la production », notamment dans les hautes technologies, pour un montant de près de 22 milliards de dollars. Une somme certes rondelette mais malgré tout assez dérisoire compte tenu de l'ampleur du défi. D'autant que pas moins de quatorze secteurs, considérés comme prioritaires, dont la production de smartphones, les produits médicaux et les pièces pour l'automobile en étaient bénéficiaires.

Le gouvernement a engagé des dépenses beaucoup plus importantes dans les infrastructures (ferroviaires, routières, réseau électrique, installations portuaires, etc.) qui font cruellement défaut depuis toujours. De 2014 à 2024, ses investissements sont ainsi passés de 63 à 208 milliards d'euros. Ces investissements pour le compte des capitalistes ont certes attiré dans la période récente quelques grandes sociétés étrangères. Apple a ainsi relocalisé une partie de sa production de certains iPhone (les moins sophistiqués) en Inde. D'autres ont évoqué de futurs investissements. Elon Musk notamment, le patron de Tesla, a dit qu'il envisageait (mais où ne l'envisage-t-il pas ?) l'installation d'une usine géante en Inde. General Electric devrait prochainement y construire des moteurs d'avions de combat. Mais déjà certains se sont ravisés, tel Foxconn, le géant

taïwanais avec lequel un projet de construction d'une entreprise de semi-conducteurs et d'écrans d'un montant d'une vingtaine de milliards de dollars avait été annoncé triomphalement par le gouvernement en 2023.

Dans l'automobile, les droits de douane sont si prohibitifs (70 % jusqu'à une valeur de 40 000 dollars, 100 % au-delà), que le marché reste dans les mains de quatre constructeurs, Maruti Suzuki, Tata, Hyundai et Mahindra. Renault, qui dispose d'une unité codétenue avec Nissan à Chennai, n'a écoulé que 40 000 véhicules l'an passé. Le problème pour les constructeurs est pour le moment l'étroitesse du marché solvable. S'acheter un véhicule, a fortiori électrique, reste le privilège de la fraction la plus aisée de la population.

À ce jour, les investissements étrangers restent à un niveau très faible. En 2022, l'Inde a été destinataire d'un quart seulement du montant de ceux placés en Chine, tandis que les pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) en recevaient 4,5 fois plus qu'elle. En outre, une partie de ces investissements sont des capitaux indiens placés à l'île Maurice ou à Singapour, où ils bénéficient de taux d'imposition plus que favorables avant de revenir en Inde. Conséquence, l'Inde reste un nain dans le domaine de la pro-

duction de biens manufacturés : en 2024, le pays ne représente toujours que 3 % de la valeur ajoutée de ce secteur, contre près d'un tiers pour la Chine. Autant dire que l'Inde n'est pas près de rattraper à cette dernière sa place d'atelier du monde.

Dans le cadre de son rapprochement « stratégique » et d'un « nouveau partenariat » avec les États-Unis, l'Inde a accepté en juillet dernier de lever les restrictions existantes en matière d'investissement et de droits de douane dans plusieurs domaines. Le gouvernement Modi se fait notamment fort de développer le domaine des hautes technologies, et plus particulièrement du spatial, qui lui sert de vitrine depuis le lancement d'une sonde d'observation et l'alunissage réussi à l'été 2023 d'un engin dans le cadre de la mission Chandrayaan-3. Dans ce secteur, dont l'Inde ne capte encore que 2 % des investissements, les investisseurs étrangers pourront désormais contrôler la totalité du capital des entreprises. Peut-être cette ouverture, à rebours de sa politique industrielle globale, lui permettra-t-elle de devenir une base de lancement à bas coût. Mais cela ne fera ni décoller la production nationale ni ne résoudra ses tares fondamentales.

MISÈRE, VIOLENCE SOCIALE ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

Le principal trait de la persistance du sous-développement, hérité de la domination coloniale britannique, demeure le fait que près de la moitié de la population est occupée dans le secteur agricole tandis que celui-ci ne contribue plus qu'à hauteur de 15 % environ à son PIB. Des centaines de millions de personnes sont maintenues sur de minuscules parcelles de moins d'un hectare, sans équipement ni système d'irrigation, leur permettant à peine



Usine automobile Maruti Suzuki de Gurgaon (Gurugram), dans l'État de l'Haryana.



Lancement de la mission Chandrayaan-3, en juillet 2023.

de quoi vivre, ou sont soumis à la domination des grands propriétaires, des prêteurs et de l'agro-industrie.

La productivité reste donc à des niveaux très faibles et un agriculteur se suicide environ toutes les trente minutes, au point qu'une étude évoquait en 2011 la « plus grande vague de suicides enregistrée dans l'histoire de l'humanité »⁷. Que le prix du riz ou des oignons flambe, comme ce fut le cas à l'automne dernier, et la fraction la plus pauvre de la société se trouve menacée dans sa survie même. En 1998, le BJP avait, dit-on, perdu les élections locales à Delhi à la suite d'une brutale

hausse des prix de l'oignon.

Mais les paysans pauvres ne font pas que subir. L'Inde connaît chaque année des mobilisations entraînant jusqu'à des dizaines de millions d'agriculteurs. En 2020, certains grands axes de la capitale de l'Union avaient été envahis par une partie d'entre eux et étaient restés bloqués durant près d'un an. Ce mouvement, dont la répression avait fait plus de 700 morts, avait contraint Modi à renoncer à imposer trois lois libéralisant les marchés agricoles. En février dernier, une nouvelle marche des agriculteurs a été lancée sur New Dehli pour exiger l'instauration d'un prix minimum garanti pour leurs récoltes. Mais les manifestants ont été bloqués avec des moyens quasi militaires à 200 km de la capitale.

La situation des femmes est également un indicateur du degré d'arriération générale du pays. Seules 23 % d'entre elles occupent un travail. Dans l'industrie manufacturielle, elles ne représentent que 17 % des postes. Une situation qui s'est encore aggravée depuis deux décennies. La quasi-totalité de

celles qui exercent un métier n'ont qu'un emploi précaire, souvent à temps partiel, et sont plus sous-payées encore que les hommes.

La grande masse des travailleurs subit des conditions de travail et de vie très précaires. Plus de 85 % des emplois relèvent toujours du secteur informel, c'est-à-dire sans contrat de travail ni feuille de paie ni le moindre droit. Depuis deux décennies, le chômage continue de toucher un jeune sur quatre et la croissance du PIB n'y change rien. Le nombre d'emplois créés chaque année est en effet incapable d'absorber les 10 à 12 millions de jeunes qui arrivent dans le même temps sur le marché du travail. Des millions d'entre eux émigrent chaque année pour être exploités vers les citadelles de l'impérialisme, en Asie centrale et surtout dans les pétromonarchies du Golfe. D'après le Bureau international du travail, l'Inde est pourtant le cinquième des pays où le nombre d'heures hebdomadaires de travail est le plus élevé. Les travailleurs du secteur public et les salariés des grandes sociétés continuent de



Février 2024, rassemblement de paysans pauvres tentant de marcher sur la capitale.

7 Every Thirty Minutes : Farmer Suicides, Human Rights, and the Agrarian Crisis in India, Center for human rights and global justice, NYU School of law, 2011 : <http://chrjg.org/wp-content/uploads/2016/09/Farmer-Suicides.pdf>

bénéficier de certaines protections comme une couverture santé ou une assurance accident. Mais le congé maladie n'existe pas et de nombreux droits qui avaient été inscrits dans les anciennes lois sur le travail ont été dilués ou supprimés ces dernières années pour « faciliter la pratique des affaires ». Ainsi, en vertu du nouveau Code du travail, les employeurs d'usines comptant moins de 20 salariés sont exemptés de toute responsabilité. La durée quotidienne du travail a été relevée à douze heures. Les employeurs qui emploient moins de 300 travailleurs n'ont également plus besoin de l'autorisation préalable des autorités gouvernementales pour procéder à des licenciements ou à des fermetures.

L'AVENIR APPARTIENT À LA CLASSE OUVRIÈRE

Quel que soit l'angle sous lequel on observe l'économie indienne, on retrouve les éléments hérités de la domination coloniale et impérialiste du sous-continent :

- Une agriculture aux effectifs pléthoriques qui maintient des centaines de millions de personnes sous la menace de la faim ou d'aléas climatiques, dans la misère, l'isolement et l'arriération villageoise, le carcan des traditions et de l'oppression des grands propriétaires.
- Des conditions de logement et d'hygiène indignes, notamment l'absence persistante de toilettes et d'un système d'assainissement des eaux usées.
- Un manque criant d'infrastructures et d'industries.

Autant de freins au développement et aux investissements pour les capitalistes. Mais ce sont là aussi de puissants ferments pour une révolution sociale.



Des jeunes protestent contre l'annulation d'un concours pour intégrer les chemins de fer dans l'État du Bihar en 2022. Cette année-là, il y eu 12 millions de candidats pour 35 000 places.

Profondément marquée par des traits hérités de son passé féodal et colonial, l'Inde s'est insérée dans le marché mondial capitaliste en situation de subordonnée. Quelques grandes dynasties bourgeoises sont il est vrai parvenues depuis l'indépendance, et singulièrement depuis un quart de siècle, à constituer grâce aux investissements et à l'aide de l'État fédéral et des États régionaux de véritables empires embrassant de multiples secteurs d'activité. Mais sans être en mesure de constituer une classe sociale à même d'unifier et de développer sa propre économie.

Le positionnement historique de l'Inde en puissance « non alignée » lui permet encore de conserver une certaine marge de manœuvre dans la guerre économique et politique à laquelle se livrent les grandes puissances capitalistes. Mais c'est une ligne de crête de plus en plus étroite. La pression de l'impérialisme américain, qui en a fait un allié stratégique contre la Chine, a eu en grande partie raison de la neutralité indienne. C'est au fond dans la nature même de la bourgeoisie nationale des pays pauvres à l'ère de l'impérialisme. Le soutien apporté à l'État d'Israël en est une autre illustration. L'Inde s'est associée à lui depuis 2017 par des accords de livraisons

d'armement et elle n'a pas hésité à le soutenir dans sa politique d'anéantissement de Gaza, Modi organisant également des opérations de recrutement pour envoyer des travailleurs en Israël.

Mais forte de 30 millions de membres, la classe ouvrière des mines et de l'industrie constitue une force sociale considérable, à laquelle s'ajoutent les bataillons de dizaines de millions d'employés et de chômeurs.

Seule la classe ouvrière, trouvant un appui parmi les masses rurales pauvres, sera en mesure d'en finir avec l'assujettissement à la dictature du capital, d'unifier les luttes des exploités, quelles que soient leurs langues, leurs croyances ou leurs castes. Il y a un peu plus d'un siècle, la Russie, un autre géant démographique et géographique, avait vu sa classe ouvrière, bien que minoritaire, mener à bien une telle révolution en pleine guerre mondiale grâce à son haut niveau de conscience et d'expériences acquis sous la direction du parti bolchevique. L'exacerbation des contradictions qui résultent de la domination impérialiste et de la marche à la guerre font de la construction en Inde d'un parti se donnant les perspectives de la révolution prolétarienne et de l'internationalisme une nécessité absolue.

27 mars 2024



La Coordination rurale et la radicalisation des agriculteurs

Dans la mobilisation des agriculteurs ces dernières semaines en France, la FNSEA, le syndicat qui domine le monde agricole depuis des décennies, a dû composer avec des agriculteurs qui sont apparus plus radicaux, plus déterminés, notamment dans leur montée à Rungis fin janvier, ou quand ils ont perturbé l'inauguration du Salon de l'agriculture fin février. Si la FNSEA est toujours le premier syndicat agricole, son hégémonie est en effet maintenant contestée. Alors que 54 % des agriculteurs s'abstiennent aux élections professionnelles du secteur, en 2019 la Coordination rurale (CR), l'organisation qui a semblé la plus en pointe ces dernières semaines, a rassemblé plus de 21,5 % des voix aux dernières élections des chambres d'agriculture, la FNSEA 55,5 %, et la Confédération paysanne, un syndicat classé à gauche, 20 %. En 2019, la CR a remporté la direction des chambres d'agriculture dans trois départements, le Lot-et-Garonne, pour la quatrième fois consécutive, la Vienne et la Haute-Vienne pour la première fois, perdant par contre la Charente et le Calvados.

LA FNSEA CONTESTÉE

Au début des années 1990, les agriculteurs n'étaient pas

les seuls à exprimer leur colère en construisant des coordinations. Des routiers en lutte aux infirmières, en passant par les cheminots, elles furent nom-

breuses, portées par différentes professions, à voir le jour. Dans le monde agricole, la Coordination rurale apparaît fin 1991, en réaction à la modification de la



Le 24 février, premier jour du Salon de l'agriculture à Paris.

politique agricole commune européenne, la PAC, et à l'attitude de syndicat cogestionnaire, intégré à l'appareil d'État, adoptée par la FNSEA. Avec la nouvelle PAC, l'Union européenne avait décidé de baisser les prix garantis aux agriculteurs, pour les rapprocher du niveau des cours mondiaux, et de compenser le manque à gagner par des aides directes. Au début, la Coordination rurale ne se considérait pas comme un syndicat, mais voulait rassembler autour de ses initiateurs du Gers un large front, allant des agriculteurs de la droite traditionaliste de la Fédération française des agriculteurs (la FFA) jusqu'au MODEF, le Mouvement de défense des exploitants familiaux, syndicat agricole réputé proche du PCF, et à des militants de la Confédération paysanne, parmi lesquels José Bové. Ils se retrouvaient tous dans le rejet de la PAC et dans celui de la FNSEA, dénoncée pour son double jeu, parce qu'elle disait défendre les intérêts des agriculteurs mais servait avant tout ceux des plus gros, proches de l'industrie agro-alimentaire. En 1992, contre la nouvelle PAC, ce front a tenté d'organiser un premier blocus de Paris, qui n'eut pour seul résultat tangible que de montrer qu'une nouvelle force paysanne existait. En 1993, un deuxième blocus de Paris fut tenté, pour dénoncer l'entrée de l'agriculture dans le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Entre les deux, la Coordination rurale a appelé à voter « non » au référendum sur le traité de Maastricht, « indissociable » de la réforme de la PAC, avec des slogans comme « *Non à la France poubelle de l'Europe* ».

Dès le début, la CR s'est donc construite sur le terrain du protectionnisme économique, du nationalisme, en opposition aux politiques de libre-échange au sein de l'Europe et dans le monde, et en opposition à la FNSEA. Pour la CR, pas plus que



La lutte contre la PAC 92.

pour la FNSEA, il n'a jamais été question de contester la domination du grand capital, de ceux qui décident et profitent justement de ces politiques européennes. Les deux syndicats, qui cherchent à représenter des propriétaires, des petits exploitants aux capitalistes de la terre, ont sur le fond les mêmes positions : pour le marché, pour la concurrence, contre les impôts et les taxes, contre les interventions de l'État dans leurs affaires. La CR se distingue en étant plus libérale, plus anti-européenne, plus souverainiste. Mais ce n'est pas par hasard que les deux syndicats se sont opposés sur la PAC. La PAC a pris des formes variées au fil du temps mais, au fond, elle a toujours consisté à verser des subventions publiques au prorata de la surface exploitée ou de la taille du cheptel. Quelles que soient la forme et la période, la grande masse des subventions est allée engraisser les plus gros, laissant les plus petits mourir, laminés par le marché, l'industrie agro-alimentaire et les banques. La FNSEA, partie prenante de la PAC, est ainsi apparue aux yeux d'un certain nombre de petits agriculteurs comme collaborant avec le système qui les broyait, ouvrant de ce fait aux fonda-

teurs de la CR un terrain où gagner du crédit, en s'appuyant notamment sur la mobilisation directe de ces petits agriculteurs. Contre la PAC version 1992, ils affirmaient ainsi vouloir « *soulever l'ensemble de la ruralité, paysans, artisans et commerçants* », dénonçant « *un système corrompu, caractérisé par une absence de maîtrise des marchés et par des prix désespérément bas* ». Sur le fond, pour relever les prix, maîtriser le marché, pour ne pas dépendre des aides, « *une atteinte à la dignité des paysans* » et une source de « *contraintes* », comme la CR le disait, il n'y avait plus qu'à lutter, non pas contre la concurrence et le marché, qu'en tant que petits propriétaires ils ne peuvent pas rejeter, mais contre la « *concurrence déloyale* » des produits importés. Les revendications protectionnistes de la CR ne sont bien sûr pas plus opérantes pour les petits agriculteurs que la cogestion et les mesures défendues par la FNSEA. Dans le cadre du marché, ce sont les banques et les trusts de la transformation et de la distribution qui imposent leurs conditions. Ils sont en mesure de mettre en concurrence les paysans des différentes régions, comme ils le font entre différents pays. De nombreux

agriculteurs le comprennent. De plus, nombre d'entre eux sont eux-mêmes exportateurs et ne peuvent pas être convaincus par une politique seulement protectionniste. Pour gagner du crédit, la CR, qui s'est transformée en syndicat en 1994 en absorbant la FFA, a développé son discours contre les normes, contre l'État et ses contrôles, en continuant à déployer une certaine radicalité à la base, multipliant les actions musclées et promettant aux plus petits qu'«ils ne seront jamais seuls». L'élection au Parlement européen sur la liste de Philippe de Villiers d'Anne-Christine Poisson, membre de la CR, ainsi que l'adhésion, en 1995, d'un des fondateurs de la CR, Philippe Arnaud, au mouvement de De Villiers ne font qu'illustrer les orientations du nouveau syndicat, bien à droite. La CR affirme ainsi qu'il ne faut pas «laisser détruire notre civilisation, perdre notre culture et notre âme», une ligne identitaire et réactionnaire qui se voit aussi dans l'argumentation qu'elle sert pour justifier son opposition aux OGM, qui «transgressent les lois naturelles». Le large front des débuts de la CR sur le terrain du protectionnisme et du nationalisme aura finalement servi de marchepied à la droite traditionaliste et, très vite, le programme de la Coordination rurale s'est résumé à la guerre à l'administration et à la liberté totale d'exploiter la terre et les salariés agricoles.

LA FÉDÉRATION DU LOT-ET-GARONNE EN POINTE

Regroupant sur une base identitaire les agriculteurs se sentant menacés par la marche du capitalisme, la concentration des terres, des moyens de production, la CR va percer aux élections professionnelles en 2007, mais au détriment de la Confédération paysanne, avec plus de 18 %. Parmi ses différentes fédérations départemen-



Des agriculteurs de la Coordination rurale, devant l'hôtel de région le 11 mars dernier, à Bordeaux.

FABIEN COTTIEREAU / SUD OUEST



Au micro, Alain Rousset, président de la région Nouvelle Aquitaine, répond à l'intervention de Serge Bousquet-Cassagne (à côté de lui), chef de la Coordination rurale 47, dans l'hémicycle régional, le 11 mars 2024.

SUD-OUEST

tales, c'est la Coordination rurale du Lot-et-Garonne (CR 47) qui a le plus réussi et le plus tôt. C'est elle qui a fourni les troupes les plus actives lors de la montée à Rungis fin janvier, où elles se sont heurtées aux CRS, qui sont sortis pour l'occasion de leur attitude bienveillante en mettant une centaine d'agriculteurs en garde à vue. C'est encore la CR 47 qui a fourni une bonne partie des troupes qui ont chahuté le Salon de l'agriculture fin février. C'est elle qui le 11 mars, avant de déverser des tonnes de purin un peu partout en ville, a emmené 150 tracteurs cerner l'hôtel de région de la Nouvelle Aquitaine à Bordeaux, s'imposant dans son hémicycle

pendant trente minutes, applaudie par la droite et l'extrême droite, y dénonçant les normes, non pas européennes, mais cette fois-ci régionales, décidées au nom de l'écologie par le PS au pouvoir dans la région.

La Coordination rurale 47 est née de l'Association de défense des irrigants départementale, l'Adir, qui à la fin des années 1980 ferrailait contre l'Agence de l'eau, qui cherchait à imposer aux agriculteurs une redevance et des compteurs volumétriques. Dans cette Adir, Raymond Girardi, un agriculteur et maire appartenant au PCF, vice-président du MODEF, a d'abord donné le ton. En juin 1991, l'Adir réunit

200 agriculteurs qui saccagèrent l'étude d'un huissier, mirent le feu à la voie ferrée pendant deux jours. Quand la Coordination rurale se forma dans le Gers voisin, le mouvement animé par Girardi se reconnut dans sa dénonciation de la PAC et de la concurrence étrangère. Le premier grand meeting de la Coordination rurale se tint à Agen, devant un millier de participants amenés par le MODEF et la FFA. Dès 1992, la CR 47 organisa des actions commando visant des fraises espagnoles, bloquant les camions, brûlant les cargaisons. Assez vite, un notable du département, un céréalier surnommé le Baron, Michel de Lapeyrière, débarqua Girardi. Il dit aujourd'hui de ce dernier qu'ils se sont utilisés mutuellement. Lapeyrière a surtout utilisé l'expérience de Girardi dans la structuration du mouvement, les manifestations, la gestion des CRS. Le fait que Girardi et les notables locaux, Lapeyrière et Bousquet-Cassagne, un pépiniériste à la tête de 100 hectares qui lui succédera, se retrouvaient sur le même terrain du protectionnisme a permis à ces derniers de récupérer à leur profit la colère des petits agriculteurs. Au fil des ans, les notables à la tête de la CR 47 gagnèrent leur popularité auprès des petits agriculteurs au travers d'un certain nombre d'actions musclées qui leur valurent des dizaines de condamnations en justice, le tout sur fond d'idées bien réactionnaires. En 2001, la CR 47 gagna les élections à la chambre d'agriculture. En 2001 toujours, elle organisa l'occupation de la préfecture d'Agen, pour réclamer le droit de faire venir des ouvriers agricoles polonais et marocains et de les embaucher sous contrats précaires. Bousquet-Cassagne demandait alors « *des gens qui ont faim et qui ont envie de travailler* », les travailleurs du département étant qualifiés de « bras cassés ». Dans les années 2000, le syndicat a organisé les FAR, les Forces d'action



Des militants de la CR 47 tracent des lignes rouges pour refuser aux contrôleurs l'accès aux fermes, à la suite du Salon de l'agriculture.

rapide, destinées à rassembler des agriculteurs pour faire pression sur les employés de l'État : lors du contrôle de l'exploitation d'un des leurs, ou sur un juge des Prud'hommes prenant des décisions en faveur d'un salarié agricole au détriment du propriétaire. Dans cette veine, en 2004, avec des affiches « *Non à l'inquisition* », la CR 47 a soutenu un agriculteur de Dordogne qui avait abattu deux inspecteurs du travail enquêtant sur les conditions de travail de ses saisonniers. La CR 47 n'hésite pas non plus à menacer physiquement les militants écologistes, à interdire l'entrée des fermes aux contrôleurs de l'État, à défendre l'emploi sans contrôle des pesticides, à dénoncer les normes, européennes ou étatiques, ainsi que les importations de produits étrangers, et à se comporter en milice. En 2014, elle a envoyé ses membres affronter les zadistes qui s'oppo-

saient à la construction du barrage de Sivens dans le Tarn. En 2018, contre l'État qui s'y opposait, elle a organisé la construction par les agriculteurs eux-mêmes d'une mégabassine à Caussade. Si les notables locaux ont su s'élever sur la colère des petits agriculteurs, la situation ne s'est guère améliorée pour eux. En vingt ans de gestion de la chambre d'agriculture locale par la Coordination rurale, les petits agriculteurs ont continué à être inexorablement broyés, le nombre d'agriculteurs passant dans le département de 12 000 à 5 000, la taille moyenne des exploitations augmentant au profit des plus grandes.

Les progrès de la Coordination rurale, son rejet des normes et des contrôles étatiques ainsi que sa capacité à entraîner dans des actions musclées des dizaines ou des centaines d'agriculteurs démontrent que, au sein de la petite bourgeoisie broyée par

la marche du capitalisme, il y a un terreau sur lequel peuvent émerger des troupes prêtes à agir plus directement et plus durement. Les chefs potentiels d'un tel mouvement existent déjà. Les petits agriculteurs s'en prennent aujourd'hui de façon encore modérée aux politiciens et aux représentants de l'État mais, demain, eux ou d'autres catégories de la petite bourgeoisie pourraient le faire contre des travailleurs en grève pour leur salaire, contre les chômeurs, accusés de ne pas vouloir travailler, ou pour réclamer la réduction des droits sociaux, toujours trop coûteux à leurs yeux. La sympathie affichée pour le RN et les idées de souveraineté nationale par nombre d'agriculteurs mobilisés n'est pas anodine. Le fils de Bousquet-Cassagne a été responsable et candidat pour le FN à la fin des années 2010 dans le département. Le père, connu pour ses actions coups-de-poing et ses idées d'extrême droite, comme la suppression du RSA, des allocations-chômage et du smic, afin selon lui de « remettre les Français au travail », a proposé au RN ses services pour les prochaines élections européennes.

LA VIOLENCE DU SYSTÈME CAPITALISTE

Cependant, ce n'est pas en critiquant la violence avec laquelle ces agriculteurs enrégimentés agissent que les travailleurs pourraient les détourner des notables et des démagogues qui se servent d'eux. La colère qui les anime est le retour de bâton quasi mécanique de la

pression qu'exerce sur eux la société capitaliste. Cette colère s'oriente aujourd'hui contre les politiciens serviteurs du capital. Et il est certain que leur politique au service du grand capital n'a pu qu'alimenter la grogne paysanne depuis cinquante ans. Que les paysans s'en prennent aux institutions rentre dans la même logique. Le PS, qui se plaint de l'irruption de « factieux » au sein du conseil régional de Nouvelle Aquitaine, est tout aussi responsable de la ruine des petits agriculteurs que le gouvernement actuel et que les gouvernements de droite qui l'ont précédé. Pendant des années, les dirigeants socialistes ont tenu des discours démagogiques destinés à tromper les masses travailleuses, pour tenter de leur faire croire qu'ils gouvernaient dans leur intérêt, alors qu'ils prodiguaient leurs faveurs à la grande bourgeoisie. La petite bourgeoisie menacée de ruine les juge sur leurs actes, et il est dans l'ordre des choses qu'elle leur demande des comptes. Mais si la petite bourgeoisie met ses espoirs entre les mains de démagogues qui les envoient se battre contre les normes, l'Europe ou la concurrence étrangère, elle continuera à être inexorablement broyée, son combat tombera dans une impasse, elle ne servira que de troupes, de masse de manœuvre, à des politiciens ou à des notables qui ne rêvent que d'arriver au pouvoir pour se servir ou pour servir les maîtres d'aujourd'hui, la grande bourgeoisie, les capitalistes qui justement les étranglent.

La petite bourgeoisie est composite. Elle renferme en son sein



Arnaud Rousseau, le patron du syndicat agricole majoritaire FNSEA, le 28 mars, à Dunkerque, lors du congrès annuel.

des catégories dont les conditions de vie et de travail sont proches de celles du prolétariat, d'autres qui sont proches de la bourgeoisie capitaliste. Qu'ils soient derrière la CR ou derrière la FNSEA, les petits agriculteurs sont aujourd'hui le jouet de notables qui les utilisent pour régner sur leur pré carré, ou pour servir de masse de manœuvre pour les grands propriétaires qui, comme Rousseau, sont de véritables agro-capitalistes. Cela se mesure aux revendications et aux objectifs qu'ils mettent en avant, qui ne désignent que très peu les entreprises capitalistes, les trusts, les banques qui dominent le secteur, et jamais le capitalisme, le marché et la concurrence. Ce qui pèse dans la situation, c'est l'absence politique de la classe ouvrière. Agir pour que la classe ouvrière redevienne une force capable de changer la société, capable d'entraîner toutes les couches sociales broyées par la dictature du capital, y compris les petits agriculteurs, telle doit être la perspective des militants révolutionnaires.

26 mars 2024



JASPER JUINEN / BLOOMBERG NEWS

Pesticides : le poison de la course aux profits

Pour tenter d'amadouer les agriculteurs en colère, le Premier ministre, Attal, leur a assuré que l'État ne les obligerait pas à réduire leur utilisation de pesticides dans les prochaines années. Ce n'est certainement pas une solution aux problèmes de la petite paysannerie – Attal n'en a évidemment aucune ! – mais ça ne peut que donner satisfaction aux capitalistes de l'agrochimie, un secteur de la production industrielle qui s'est développé à partir du début du 20^e siècle et qui a toujours su faire valoir ses intérêts auprès d'un État à son service.

Depuis que les sociétés humaines ont inventé l'agriculture, le problème s'est posé de protéger les cultures des parasites, maladies et adventices (mauvaises herbes et plantes non désirées), qui pouvaient réduire les récoltes à néant. L'utilisation de divers produits remonte au moins à l'Antiquité : décoctions de plantes, sel, goudron, soufre. Les agriculteurs pratiquaient aussi l'arrachage des adventices et le ramassage des insectes parasites, des activités demandant beaucoup de main-d'œuvre, souvent assignées aux femmes et aux enfants, et particulièrement pénibles. Elles ont d'ailleurs entraîné pendant longtemps une maladie professionnelle chez les travailleurs de la terre, la « plicature champêtre », car ils finissaient leur vie le dos plié en deux.

Les paysans étaient néanmoins impuissants face à certains parasites, dont les ravages ont été responsables de catastrophes humanitaires, comme en 1845-1849 la crise de la pomme de terre, en Europe et en particulier en Irlande, due au mildiou qui ravageait les cultures. Mais à la fin du 19^e siècle, avec le développement de la chimie minérale,

de nouveaux produits sont apparus : la bouillie bordelaise, à base de sulfate de cuivre et de chaux, utilisée contre les champignons parasites de la vigne ou de la pomme de terre ; l'acide sulfurique, l'arsenic et le plomb, pour lutter contre les adventices. Puis les progrès de la chimie organique de synthèse, à partir des années 1930, et surtout après la Deuxième Guerre mondiale, ont donné un réel essor à l'industrie des pesticides. Elle s'est d'ailleurs largement servie des recherches sur les armes chimiques, et en particulier sur les gaz de combat, menées pendant les deux guerres mondiales.

En France, à partir des années 1960, l'utilisation généralisée des pesticides et engrais de synthèse, associée à l'amélioration génétique des plantes cultivées, à la grande motorisation et au remembrement, a permis une spectaculaire augmentation des rendements (de 1,5 tonne de blé par hectare en 1950 à plus de 7 tonnes aujourd'hui) et a complètement transformé le modèle agricole. Les petites exploitations de polyculture vendant leurs produits sur le marché local se sont agrandies, spécialisées selon les régions, tournées

vers le marché national et international. Cette évolution s'est accompagnée d'un important exode rural.

Ce nouveau modèle agricole concerne aujourd'hui tous les pays riches et les grandes exploitations des pays pauvres. Il privilégie la monoculture sur de grandes surfaces, la non-rotation des cultures, l'utilisation de variétés à haut rendement, parfois plus fragiles que les variétés traditionnelles... Ces pratiques ont tendance à favoriser la prolifération des parasites et maladies dans les champs. La réponse à ce problème est, depuis le début, d'épandre toujours plus de pesticides.

C'est ainsi que le secteur de l'agrochimie, et en particulier celui de la fabrication de pesticides, est devenu un secteur important du capitalisme industriel. La production de pesticides a doublé tous les dix ans entre 1945 et 1985. Le rythme est certes moins rapide aujourd'hui, mais elle a encore doublé entre 2000 et 2020. Les pesticides se sont progressivement complexifiés et diversifiés. Il existe aujourd'hui près de 100 000 spécialités commerciales différentes dans le monde,



MUSÉE ROYAL DES BEAUX-ARTS D'ANVERS / COMMONS

Le dur labeur de désherbage dans un champ de lin, en Flandre, à la fin du 19^e siècle (peinture d'Émile Claus, 1887).

à partir d'environ 900 matières actives.

Du côté des fabricants, l'ascension a été fulgurante à partir de 1945, donnant naissance à des groupes capitalistes d'envergure internationale, et la tendance est aujourd'hui à la concentration, du fait des récentes fusions-acquisitions. Cinq multinationales règnent désormais sur ce secteur : BASF, dont le pays d'origine est l'Allemagne, Bayer (Allemagne), Corteva, issu de la fusion de Dow Chemical et de DuPont (États-Unis), Syngenta/ChemChina (Suisse/Chine) et FMC Corporation (États-Unis). Elles se partagent plus des deux tiers du marché mondial et cumulent 58 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

UNE PRODUCTION SOUS CONTRÔLE... DES CAPITALISTES

Conçus pour s'attaquer à certains organismes vivants, les pesticides présentent par définition certains risques pour les autres

organismes vivants, y compris pour les humains. De ce fait, les écologistes les rejettent en bloc et proposent de s'en passer totalement, certains préconisant même de revenir à l'agriculture d'antan, sans mécanisation, ni engrais, pesticides ou médicaments de synthèse. Mais le problème ne se réduit pas au produit utilisé, quel qu'il soit. Le problème est que, dans la société capitaliste, ceux qui décident de la production d'un pesticide, ceux qui ont la responsabilité de mesurer les risques encourus, ceux qui peuvent le généraliser à grande échelle, sont les capitalistes, alors que leur seule motivation, quand ils investissent dans ce secteur comme n'importe quel autre, est le profit qu'ils en tirent. Le problème est le contrôle capitaliste sur la production, et non le progrès technologique !

La production et l'utilisation de pesticides issus de la chimie minérale, puis de synthèse organique, ont rapidement posé des difficultés de deux sortes. Les produits vendus par les indus-

triels se multipliant rapidement, les gouvernements ont dû intervenir pour vérifier leur efficacité et leur teneur en matière active. Ils se sont aussi préoccupés de protéger un tant soit peu les utilisateurs et la population de la nocivité des produits, qui pouvait être très aiguë. En France, les premières réglementations, partielles, se sont succédé à partir du début du 20^e siècle. En 1938, le ministère de l'Agriculture a mis en place le contrôle de l'efficacité des pesticides. En 1943, il a instauré la première autorisation de mise sur le marché pour l'ensemble des pesticides. Puis, à partir des années 1970, d'autres réglementations sont apparues, relatives aux effets sur les espèces animales et végétales, et plus généralement sur l'environnement.

Aujourd'hui, en France comme en Europe et dans les autres pays riches, toute mise sur le marché d'un nouveau pesticide doit faire l'objet d'une autorisation préalable par les services étatiques. Mais c'est l'industriel lui-même qui fait (ou fait faire par d'autres

entreprises) les tests de toxicité demandés par les agences gouvernementales. Ces dernières se contentent d'analyser les données fournies par les industriels et d'autoriser ou d'interdire, sur la base de ces données.

Présentées comme préservant la santé publique et l'intérêt général, ces agences gouvernementales ont en réalité été conçues par les gouvernements pour ne pas trop gêner les industriels de la chimie et les capitalistes de la terre, même si les salariés qu'elles emploient exercent honnêtement leur contrôle. À l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), chargée en France d'évaluer les pesticides et de leur délivrer l'autorisation de mise sur le marché, de nombreux produits présentés par les industriels sont refusés après vérification des tests. Il y a une sorte de jeu du chat et de la souris avec les industriels, qui tentent de contourner l'un ou l'autre des multiples paramètres pris en compte pour faire passer un nouveau produit un peu limite. Depuis que le Premier ministre, Attal, a repris à son compte la revendication de la FNSEA, «*Pas d'interdiction [de pesticide] sans solution*», les industriels se font encore plus pressants pour que l'ANSES accepte leurs produits.

Le gouvernement a de toute façon les moyens de passer par dessus l'avis des agences gouvernementales quand celui-ci ne lui convient pas. Il peut par exemple octroyer une dérogation de 120 jours trois fois de suite quand un pesticide a été interdit mais que cela crée pour l'agriculture «*un risque grave en l'absence de solution alternative*». C'est ce qu'il a fait en 2021 et 2022 pour les semences de betterave sucrière traitées avec des néonicotinoïdes (considérés comme destructeurs d'abeilles), alors que ces pesticides sont théoriquement interdits en France depuis 2018.

L'EMPOISONNEMENT DES ANTILLES AU CHLORDÉCONE, UN SCANDALE D'ÉTAT

Le plus gros scandale révélant cette collusion entre l'État et les capitalistes de l'agrochimie et de l'agriculture concerne le chlordécone. Produit aux États-Unis à partir de 1958, cet insecticide était exporté vers les bananeraies des Caraïbes, car il est très efficace contre l'un des principaux ravageurs des bananiers, le charançon noir.

En 1972, l'État français, par l'intermédiaire de son ministre de l'Agriculture, Jacques Chirac, donna l'autorisation de l'utiliser dans les bananeraies des Antilles, alors que des études faisaient déjà état de problèmes de tumeurs et de troubles neurologiques sur les animaux de laboratoire, et d'une très grande persistance dans le sol. C'était un cadeau fait aux riches familles békées, dont une partie de la fortune provient de cette importante culture d'exportation.

En 1976, les États-Unis interdirent définitivement la production et l'exportation du chlordécone, considéré comme dangereux. Mais cela n'arrêta

pas les riches békés à la tête des plantations antillaises. L'un d'eux racheta le brevet et fit fabriquer le chlordécone sous une nouvelle forme commerciale, tout aussi nocive que la précédente. L'État français n'ayant rien à refuser à ces capitalistes des Antilles, elle fut homologuée en 1981 et confirmée en 1982, sous un gouvernement de gauche. Pourtant, l'INRA (Institut national de la recherche agronomique, devenu INRAE) avait sonné l'alarme en 1977 et 1980, et rapporté en détail la contamination massive des sols, des rivières et de la faune sauvage aux Antilles. Le CIRC (Centre international de recherche sur le cancer), l'agence de recherche sur le cancer de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), avait classé le chlordécone comme produit cancérigène pour l'homme en 1979. L'homologation ne lui fut retirée qu'en 1990 et des dérogations successives permirent de prolonger l'utilisation du chlordécone aux Antilles jusqu'en septembre 1993.

Le bilan de ce comportement criminel des capitalistes antillais, avec la complicité de l'État français, est catastrophique. Sur la base d'une étude encore par-



Assemblée générale du collectif des ouvrières et des ouvriers empoisonnés par les pesticides, au Lamentin, en Martinique, le 8 janvier 2023.

RODOLPHE LAMY / OUEST-FRANCE

tielle des sols, on estime que la moitié de la surface agricole est contaminée. Un tiers des littoraux marins est aussi affecté. Les poissons, les légumes et le bétail sont souvent impropres à la consommation. Et, au bout de la chaîne alimentaire, c'est plus de 90 % de la population des Antilles qui est victime de cette contamination. Les ouvriers de la banane sont les premières victimes : beaucoup d'entre eux ont contracté la maladie de Parkinson ou divers cancers, particulièrement celui de la prostate.

Depuis des décennies, des associations, des syndicats et des partis politiques, dont Combat ouvrier, se mobilisent pour dénoncer les riches planteurs békés responsables de ce scandale sanitaire et leurs complices à la tête de l'État. Suite à cette mobilisation, plusieurs plans Chlordécone ont été lancés par l'État, notamment pour lutter contre la pollution. Le cancer de la prostate a été reconnu comme maladie professionnelle en 2021. Un fonds d'indemnisation a été créé en 2020 pour les victimes de ce pesticide. Le 29 février 2024, l'Assemblée nationale a adopté une loi reconnaissant la responsabilité de l'État français. Cela peut être considéré comme une victoire morale, mais ne doit pas faire oublier qu'à aucun moment, pas plus aujourd'hui que par le passé, les riches planteurs et les fabricants de ce pesticide n'ont été mis en cause ni obligés de prendre sur les profits accumulés pour réparer les dégâts.

INTERDICTION DANS LES PAYS RICHES... EXPORTATION DANS LES PAYS PAUVRES

D'autres pesticides se sont avérés nocifs pour l'environnement et la santé humaine. La liste est longue de ces effets nocifs, qui ont conduit à l'interdiction ou à la limitation des usages de certains de ces pesti-

cides en France ou en Europe : diminution de la biodiversité, toxicité pour les vers de terre, les abeilles, les poissons ; maladies de peau, cancers et maladies neurodégénératives apparaissant sur le long terme chez les utilisateurs et les ouvriers des usines de fabrication.

Il existe aussi des pesticides à la toxicité aiguë, représentant 4% des ventes totales, qui peuvent entraîner des intoxications, dont certaines mortelles, en cas d'inhalation ou d'ingestion. Selon l'OMS, ces pesticides extrêmement toxiques causeraient chaque année environ 25 millions d'intoxications graves, dont 220 000 mortelles, qui surviennent surtout dans les pays pauvres.

Les capitalistes du secteur, implantés essentiellement en Europe, aux États-Unis, et maintenant en Chine et en Inde, n'ont d'ailleurs aucun scrupule à continuer à vendre dans ces pays des substances interdites dans les pays riches. Une part non négligeable de la production de pesticides dans les usines installées en France concerne des pesticides interdits dans l'Union européenne. La loi EGAlim d'octobre 2018 était censée interdire cela à partir du 1^{er} janvier 2022. Mais, cédant à l'habituel chantage à l'emploi, le gouvernement français a introduit diverses dérogations dans le décret d'application de cette loi, ce qui fait qu'à ce jour il est toujours possible pour les fabricants français de produire et d'exporter des pesticides interdits dans l'UE.

LE GLYPHOSATE, POULE AUX ŒUFS D'OR DES CAPITALISTES DE L'AGROCHIMIE

Un autre pesticide, le glyphosate, a fait l'actualité en décembre 2023, la Commission européenne ayant prolongé pour dix ans son autorisation

dans l'Union européenne. C'est un désherbant très efficace et très facile d'emploi : il suffit de le pulvériser sur une parcelle pour faire place nette après une récolte, et il est possible de ressemer derrière dès le lendemain. C'est la matière active du fameux Roundup, commercialisé par Monsanto à partir de 1975.

Jusque dans les années 1990, l'utilisation du glyphosate se limitait à cette action de désherbage entre deux cultures, mais la mise au point par Monsanto de semences OGM (organismes génétiquement modifiés) capables de résister au Roundup a changé la donne. Le soja Roundup Ready (RR) a été lancé en 1996, puis ont suivi le maïs, le coton, la betterave et le colza. Plusieurs générations de semences RR se sont succédé depuis.

Le modèle d'entreprise de Monsanto a été de breveter ses semences RR, et de les vendre avec du Roundup, par des contrats obligeant à cette vente liée. Le groupe gagnait sur les deux tableaux : en vendant ses semences bien plus cher que des semences classiques, car elles étaient brevetées ; et en augmentant les quantités de glyphosate vendues, puisqu'il pouvait être pulvérisé non seulement entre deux cultures, mais aussi pendant une culture à base de semences RR.

Même si la culture de ces OGM a été interdite dans l'Union européenne, l'utilisation du glyphosate a été multipliée par quinze, pour atteindre environ 800 000 tonnes par an au niveau mondial. Pour Monsanto, le pactole s'est chiffré en milliards de dollars chaque année. C'est d'ailleurs pour profiter de cette manne que le groupe Bayer a racheté Monsanto en 2018, pour 63 milliards de dollars.

Se mobilisant contre les OGM, les écologistes s'en sont pris tout particulièrement aux semences RR de Monsanto, et donc au glyphosate, devenu pour beaucoup l'emblème des pratiques

agricoles dangereuses pour l'environnement.

La capacité d'introduire certains gènes d'une espèce dans le génome d'une autre espèce ne pose pas de problème en soi, et a même permis des avancées scientifiques importantes, comme la production d'insuline humaine par des bactéries génétiquement modifiées. L'intérêt des OGM de Monsanto est beaucoup plus discutable. Ils sont conçus avant tout pour permettre la pulvérisation de davantage d'herbicide dans les champs, ainsi que pour créer un marché captif d'agriculteurs utilisant en parallèle les semences OGM et l'herbicide correspondant, y compris dans des pays pauvres, où les paysans sont incités à acheter chaque année ces OGM plutôt que de produire leurs propres semences.

Par ailleurs, comme tous les pesticides, le glyphosate est néfaste à la biodiversité dans les champs et aux abords des cultures où il est utilisé. Pour ce qui est de la santé humaine, plusieurs études, dont certaines portent sur des cohortes importantes d'agriculteurs, ne constatent pas de dommages sur les utilisateurs, mais d'autres évoquent des effets potentiellement cancérigènes. Le CIRC l'a ainsi classifié comme « cancérogène probable » en 2015, sur la base de ces études : cela signifie que les preuves sont limitées chez l'homme, mais que des expériences menées sur des animaux de laboratoire ont mis ce problème en évidence. En 2021, l'Inserm (Institut national de la recherche et de la santé médicale) a jugé qu'il y a une présomption moyenne de lien entre l'exposition au glyphosate et l'apparition d'un type de cancer du sang. Comment trancher entre ces études aux conclusions contradictoires ? Dans un monde qui ne serait pas soumis au règne de la propriété privée des moyens de production et au sacro-saint secret des affaires, il



AMAZONE

Pulvérisation de glyphosate après une récolte.

pourrait y avoir des échanges et des débats sains entre les scientifiques qui posent des problèmes de toxicité et ceux qui jugent que la substance est acceptable.

AGRICULTEURS ET OUVRIERS PARTICULIÈREMENT EXPOSÉS

Les fabricants de glyphosate affirment que leurs produits désherbants ne présentent pas de risques si les utilisateurs suivent les précautions d'emploi qu'ils préconisent, et portent notamment les équipements de sécurité. Comme si les agriculteurs, et plus encore les ouvriers agricoles ou les salariés d'espaces verts, avaient tous la possibilité de prendre ces précautions, dans les pays riches et a fortiori dans les pays pauvres !

Les ouvriers des usines fabriquant les produits à base de glyphosate sont encore plus exposés. En 2020, une étude portant sur quatre usines dans l'est de la Chine a montré que la concentration de cette substance dans l'air de l'atelier était 450 fois plus élevée que celle mesurée autour de travailleurs forestiers pulvérisant du glyphosate. Le taux de glyphosate dans les urines des ouvriers atteignait 17 mg/l, soit plus de

mille fois celui qui est mesuré en France avec la même technique chez des agriculteurs utilisateurs de cet herbicide.

Quels sont donc les risques à long terme pour les travailleurs des usines de production et pour les utilisateurs réguliers ? Si nous n'avons pas les moyens de trancher entre les études contradictoires, il y a en tout cas une chose dont nous sommes sûrs : nous ne faisons aucune confiance aux capitalistes de l'agrochimie, uniquement mus par la recherche de profit. C'est la raison pour laquelle nous sommes du côté de ceux qui se méfient et demandent des études supplémentaires, du côté des utilisateurs de glyphosate victimes de cancers, qui considèrent les fabricants comme responsables de leurs problèmes de santé et les traînent en justice. Ce qui n'a rien à voir avec la méfiance des écologistes vis-à-vis du progrès technique, de la chimie de synthèse, ou avec la volonté de revenir à l'agriculture d'antan.

Les procès se multiplient contre Monsanto-Bayer depuis plusieurs années. Le groupe est visé par des dizaines de milliers de plaintes. Aux États-Unis, il a perdu plusieurs procès retentissants et a dû verser plusieurs milliards de dollars aux victimes. Notons au passage que

NA/O



Robot désherbeur.

ces procès sont désormais un des créneaux les plus rentables pour les grands cabinets d'avocats américains. Divers gouvernements de l'Union européenne ont un peu restreint l'utilisation du glyphosate. En France par exemple, il est désormais interdit en usage privé et pour les espaces verts des collectivités, même s'il reste autorisé, et très fréquent, en agriculture.

Finalement, le rachat de Monsanto n'est pas une si bonne affaire que prévu pour Bayer. Ses actionnaires sont mécontents, l'action a perdu la moitié de sa valeur depuis 2018. Certains se mettent à leur tour à l'attaquer en justice, en lui reprochant de leur avoir fait faire une mauvaise affaire.

Et puis le glyphosate perd de son efficacité. Comme pour tous les produits de traitement utilisés intensivement, son usage a sélectionné des adventices devenues résistantes à cette molécule. Aux États-Unis, des millions d'hectares en sont infestés. Bayer recherche activement des molécules de substitution. Comme c'est arrivé pour d'autres produits chimiques, si le glyphosate devient moins rentable et remplaçable par d'autres molécules, les profits se feront sur ces dernières.

LA «TROISIÈME RÉVOLUTION AGRICOLE», NOUVELLE SOURCE DE PROFITS

Sentant le vent tourner, les mastodontes de l'agrochimie investissent d'ailleurs de plus en plus dans des techniques de pointe qui pourraient remplacer, ou au moins largement diminuer, l'utilisation des pesticides. Il existe déjà des robots désherbeurs dans les vignes et les cultures maraîchères, et des modèles adaptés aux grandes cultures commencent à apparaître. Il existe aussi des logiciels qui tiennent compte de la météo, de la rotation des cultures, des caractéristiques des maladies et ravageurs, pour calculer au plus juste la dose de pesticide nécessaire ; des caméras embarquées sur les tracteurs, associées à un système de géolocalisation, qui permettent de moduler la distribution des pesticides en fonction des zones à traiter ; et maintenant des drones qui détectent par exemple les premiers foyers d'adventices ou les premières apparitions des maladies.

La plupart des écologistes rejettent aussi ces nouvelles technologies, sous prétexte qu'elles éloignent les travailleurs de la terre. Mais les travailleurs agricoles victimes de la plicature

champêtre auraient sans doute apprécié d'être remplacés par un robot désherbeur et de pouvoir vivre d'un travail moins pénible ! Ici non plus, le problème n'est pas dans le progrès technologique, mais dans ceux qui le contrôlent. Et dans ce domaine de haute technologie, comme dans celui des pesticides auparavant, ce sont les capitalistes de l'agro-industrie, auxquels se joignent d'ailleurs les géants du Net et les mastodontes de la finance, qui investissent dans ce nouveau secteur de l'économie.

À l'inverse, les producteurs et les consommateurs ne contrôlent rien, et les États n'ont pas vraiment leur mot à dire. Comme pour toutes les autres branches de l'économie capitaliste, leur rôle est de détourner l'argent public pour arroser d'aides les capitalistes. Le plan France 2030, 54 milliards d'euros d'argent public promis aux industriels sous prétexte de développer l'industrie française et de la rendre « verte », comporte sa branche agricole : deux milliards alloués à ce qu'ils appellent « la troisième révolution agricole », basée sur le développement du numérique, de la robotique et de la génétique.

Il y a sûrement bien des solutions techniques à inventer, bien des nouvelles voies à explorer, pour avoir une agriculture à la fois productive, performante et économe en ressources diverses. Mais tant qu'on laissera aux capitalistes le choix et la responsabilité de les développer, on ira de catastrophe en catastrophe. La seule perspective est que les travailleurs prennent le contrôle de toute l'économie, de l'industrie, de l'agriculture, de la finance, pour les mettre enfin au service de la population. Et pour cela, il faudra effectivement une révolution : elle ne sera pas agricole mais sociale.

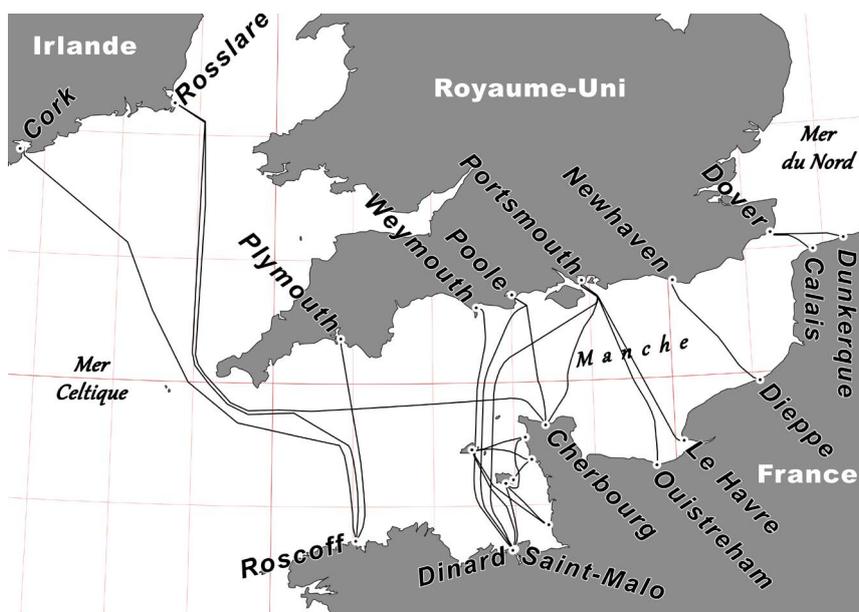
2 avril 2024



Marine marchande: les avatars de l'exploitation au long cours

Les décrets d'application de la loi Le Gac ont été signés par le secrétaire d'État à la Mer le 19 mars. En juillet 2023, les parlementaires français avaient voté à l'unanimité ce texte, qui prétend garantir les conditions de travail et de salaire des marins sur les ferries opérant entre le continent et les îles Britanniques. Le Parlement britannique devant adopter le même type de loi, les deux auraient dû s'appliquer conjointement et protéger ces marins à partir du 1^{er} janvier 2024.

Les parlementaires promoteurs de cette loi et ses défenseurs tant patronaux que syndicaux affirment répondre aux agissements des compagnies de ferries dites low-cost comme P&O. Cette dernière avait en effet, en 2022, licencié du jour au lendemain 800 marins, résiliant leur contrat de travail de droit britannique pour les remplacer par d'autres, qui divisaient leur salaire par deux, et leur imposaient un allongement des horaires quotidiens et des périodes en mer. En vertu de ces nouveaux contrats de travail, ils peuvent désormais être bloqués à bord jusqu'à dix-sept semaines d'affilée, même si le bateau touche terre dix fois par jour, pour un salaire équivalent à 5,50 euros de l'heure. Les effets de manche des députés ne garantissent pas que les équipages des autres compagnies ne seront pas traités de la même façon. La loi votée en France sera peut-être appliquée à partir du 1^{er} juin aux compagnies qui voudront bien s'y soumettre. La politique de P&O, elle, pour scandaleuse qu'elle soit, s'applique. Dans la marine marchande, elle est en fait la règle, pas l'exception.



Liaisons par ferries concernées par la nouvelle loi, limitant notamment à 14 jours consécutifs la durée d'embarquement des marins, suivie d'une période de repos au moins égale.

La destruction des statuts des marins des compagnies des pays impérialistes a en effet accompagné la croissance vertigineuse du commerce maritime depuis un demi-siècle. Alors que le commerce mondial était multiplié par six sur cette période, avec des navires de plus en plus gigantesques et des escales de plus en plus courtes, les marins, y compris ceux des compagnies multimilliardaires, sont redevenus des travailleurs à la tâche,

soumis désormais à des trafiquants de main-d'œuvre modernes et informatisés.

DE L'INSCRIPTION MARITIME...

Pendant des siècles, les marins de la marine marchande française ont vécu sous le statut de l'inscription maritime. Ce système avait été imaginé et mis en place par Colbert, ministre



MUSÉE DE LA MARINE

La victoire de la flotte britannique sur celle de Napoléon allié aux Espagnols, le 21 octobre 1805, au large du cap de Trafalgar, dans le détroit de Gibraltar. (Tableau de Louis-Philippe Crépin, 1807).



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LOIRE-ATLANTIQUE

L'équipage du *David d'Angers*, cargo à voiles, 1904-1905.

des Finances et de la Marine de Louis XIV de 1665 jusqu'à sa mort en 1683. Il voulait une marine de guerre capable de résister à ses concurrentes pour la domination des routes du commerce colonial, pour la conquête et la défense des îles à sucre et à esclaves. Cette guerre quasi perpétuelle qui, sous des appellations et avec des alliés divers, opposa la France et la Grande-Bretagne plus de deux siècles durant, avait besoin de

matelots. Colbert imposa donc l'inscription obligatoire de tous les professionnels de la mer et des fleuves – la partie des fleuves depuis l'embouchure jusqu'à la limite atteinte par la marée montante – et l'obligation de service dans la Marine royale, suivant les besoins de la guerre. En contrepartie, les matelots embarqués touchaient une solde, leur famille était soutenue en cas de décès, les invalides touchaient une pension

et ceux qui arrivaient entiers à l'âge de 50 ans étaient mis en retraite avec demi-solde. Hors période de service à bord, les inscrits maritimes bénéficiaient de l'exclusivité des métiers de la mer, depuis la pêche côtière jusqu'à l'embarquement dans la marine de commerce. L'Angleterre, qui avec une population bien moindre disposait d'un effectif maritime bien plus nombreux, appliqua jusqu'en 1814 d'autres lois sociales. Les autorités des zones portuaires y donnaient aux travailleurs qu'ils jugeaient indispensables un certificat d'exemption. Tous les autres pouvaient être raflés et embarqués de force sur les bateaux de Sa Gracieuse Majesté.

En France, l'inscription maritime perdura au 19^e siècle et dans la première partie du 20^e. La conquête puis l'exploitation d'un empire colonial étendu à tous les continents nécessitait à la fois une marine de guerre digne de ce nom et des cargos en nombre suffisant, donc beaucoup de matelots qualifiés. Les puissances coloniales, la France tout comme la Grande-Bretagne, réservaient à leurs compagnies maritimes, c'est-à-dire à leurs capitalistes, un quasi-monopole du commerce entre la métropole et les colonies. Cela représentait la plus grande partie de ce trafic, même si, au cours du temps, le commerce entre puissances, en particulier la route Europe-Amérique du Nord, se développait et faisait l'objet d'une concurrence féroce.

Au tournant du 20^e siècle, la marine de commerce française employait plus de 50 000 inscrits maritimes, obligatoirement de nationalité française, et dont un bon nombre commençaient à se syndiquer. Plusieurs vagues de grèves touchèrent les ports de commerce, arrachant des augmentations de salaire et la revalorisation de la pension des retraités et invalides. La grève de 1907 fit ainsi passer la pension de demi-solde de 204

à 360 francs par an. Ce n'était qu'une demi-victoire, les grévistes exigeaient 600 francs, et le kilogramme de pain valait alors, à Paris, 37 centimes. Adhérente à la CGT en 1906, la FNSM, la Fédération nationale des syndicats maritimes qui avait fini par regrouper presque tous les syndicats de marins, était minée par les divisions. Le développement des paquebots avait fait naître les « navigateurs civils », c'est-à-dire ceux, du cuisinier au blanchisseur, qui s'occupaient des passagers. N'étant pas jugés indispensables à l'État, ils n'avaient pas droit au statut d'inscrits maritimes ni à ses maigres avantages. Il fallut toute la volonté d'une poignée de militants pour qu'inscrits maritimes et navigateurs civils puissent adhérer au même syndicat, et défendre les mêmes revendications¹.

... À LA MARINE COLONIALE

Le remplacement de la voile par la vapeur changea radicalement le métier. Il faut évidemment beaucoup moins d'hommes pour un même tonnage de marchandises sur un vapeur que sur un clipper. Des métiers et des qualifications devinrent inutiles, et ne furent pas compensés par les nouveaux. Le travail ressemblait de plus en plus à celui de l'usine et il fallait désormais des bras pour pelleter du charbon dans la chaudière, même sous les tropiques. Les soutiers, véritables damnés de la mer, étaient donc recrutés partout où des hommes avaient faim. Il n'était pas besoin d'avoir son livret d'inscrit maritime ni même de parler français pour se tuer à la tâche à fond de cale dans un bateau de la Compagnie générale transatlantique. Comme à terre, les travailleurs et les militants étaient partagés entre ceux qui

croyaient se défendre en défendant un statut, en l'occurrence l'inscription maritime liée au monopole et à la prospérité des compagnies françaises, et ceux qui, voyant plus loin et plus juste, défendaient l'ensemble des travailleurs et une perspective révolutionnaire. Cette division était évidente face aux marins « coloniaux » : soit on refusait leur embarquement, sous prétexte de défendre le statut et le salaire des inscrits maritimes, soit on se battait pour que tout le monde travaille sur un pied d'égalité. Comme à terre, la question traversa les syndicats. En France, elle remonta jusqu'au bureau de la CGT en 1910, alors que des responsables syndicaux voulaient appeler à la grève contre l'embauche de marins coloniaux sous-payés. En Grande-Bretagne, elle contribua à faire échouer une grève générale des marins dans tout l'Empire. Comme à terre également, les dirigeants syndicaux finirent par demander aux marins d'aller mourir pour la patrie en 1914, puis en 1939, et de se dévouer pour reconstruire l'Empire à partir de 1944.

Mais l'empire en question était bien mal en point. Les colonies, les unes après les autres, devenaient indépendantes, ruinant ainsi le monopole des compagnies maritimes françaises,

pour qui, en 1957, le commerce colonial représentait 60 % de l'activité, assurée et rentable. Parallèlement, l'avion remplaçait rapidement le paquebot, aussi luxueux fût-il, et l'État, même sous de Gaulle, ne prétendait plus régner sur les mers. Aussi l'inscription maritime fut-elle abolie en 1965. Les compagnies maritimes étaient en faillite, le paquebot *France*, sous perfusion étatique, fut désarmé en 1974 et, en 1977, les compagnies subsistantes fusionnèrent avec l'aide de l'État pour former la CGM. De rachats subventionnés en subventions sans rachat, celle-ci finit par devenir la CMA CGM actuelle.

DES PAVILLONS DE COMPLAISANCE...

En 1965, un cargo sur cinq dans le monde naviguait sous pavillon de complaisance. Cela signifie, aujourd'hui comme hier, que, quelle que soit la nationalité de son armateur et de ses actionnaires, le navire peut relever d'un État qui ne connaît ni impôt sur les bénéficiaires, ni Code du travail, ni même obligations de sécurité. Les directions syndicales ont continué à demander des lois pour protéger de la concurrence les compagnies et, disaient-elles, les marins. Les ar-



Le Jacques Saadé, du nom du fondateur de la dynastie propriétaire de la CMA CGM.

1 Ronan Viaud, *Le syndicalisme maritime français*, Presses universitaires de Rennes, 2005.

mateurs ont été beaucoup plus réalistes. Ils ont obtenu en 1986 la création d'un pavillon de complaisance français, le pavillon des Kerguelen, autrement nommées les îles de la Désolation, ce qui allait s'appliquer parfaitement aux équipages.

Sous ce pavillon, les armateurs pouvaient employer jusqu'à 65 % de marins hors Union européenne, payés aux conditions de leur pays d'origine. Le reste de l'équipage, dont le capitaine et le second, devait être européen. L'immatriculation aux Kerguelen comprenait également de larges allègements fiscaux et s'appliquait aux navires transportant du vrac sec ou liquide, à l'exception du pétrole brut, et aux navires de croisière. Les marins, suivis par les officiers, paralysèrent alors les ports français du 11 décembre 1986 au 3 janvier 1987 pour défendre leurs emplois. Mais le décret fut promulgué le 20 mars 1987. Il revenait à autoriser un capitaliste à diviser par trois ou quatre, du jour au lendemain, les salaires de ses ouvriers, sans même avoir à déplacer son usine au bout du monde !

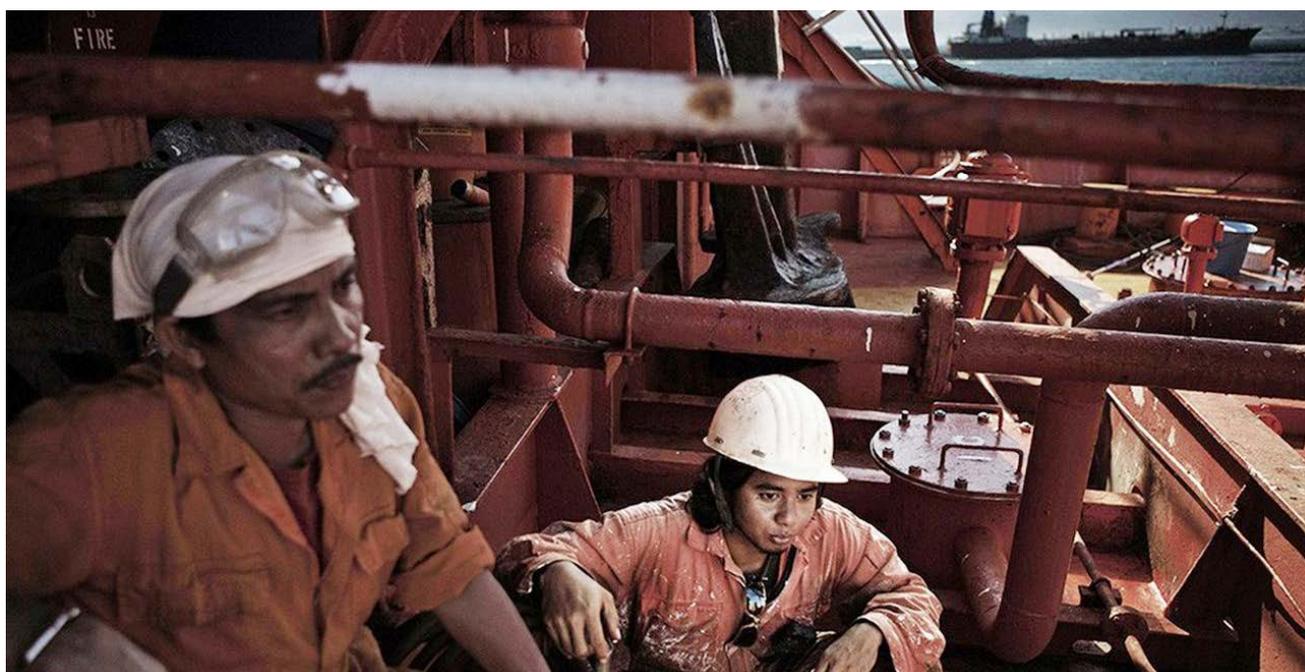
En 2005, le RIF, registre international français, étendit le dispositif à tous les navires de plus

de 24 mètres. Il exclut toujours, jusqu'à aujourd'hui, les navires occupés au cabotage national, à la pêche, à l'assistance portuaire et les transports de passagers intracommunautaires, dont les ferries de la Manche. En 2019, 97 % de la flotte française, en tonnage, était au RIF, autrement dit toute la marine marchande, avec les avantages que cela représente pour les compagnies. Une grande partie des équipages des compagnies multimilliardaires comme la française CMA CGM, les matelots de pont en particulier, sont censés toucher au moins 658 dollars américains par mois, soit 620 euros, depuis le 1^{er} janvier 2024. Le temps de travail ne doit pas excéder 14 heures par jour et 72 heures sur 7 jours, mais le marin est évidemment à la disposition du bateau. L'embarquement est généralement de douze mois, c'est un maximum conseillé mais pas obligatoire. Le marin n'est pas recruté par la compagnie, qui ne lui doit plus rien une fois qu'il a quitté le bord, mais par une société de manning, une agence de placement comme il en existe plusieurs dans chaque grand port, héritières des trafiquants de main-d'œuvre du passé. Nul ne sait quelle partie

de la paye des matelots tombe dans la poche des marchands d'hommes. Les matelots n'ont ni congés payés ni retraite assurés par l'armateur et, comme les livreurs de pizza, sont payés à la course. Ce minimum, négocié entre armateurs, États et organismes internationaux, s'appliquerait à 10 000 navires et 250 000 marins de par le monde. Ce sont ces marins qui assurent la circulation permanente des marchandises et des produits semi-finis indispensable à la continuité de l'économie mondiale, eux qui maintiennent en état de fonctionnement ces cathédrales modernes que sont les cargos géants, eux qui tentent d'éviter les incendies, les naufrages, les échouages aux conséquences catastrophiques. Ils permettent les profits éhontés des compagnies géantes qui se partagent le marché, CMA CGM, Maersk et MSC, et l'explosion des fortunes des familles Saadé, Maersk et Aponte, leurs propriétaires.

... À L'UBERISATION DE TOUS LES MATELOTS

Les principales agences de manning se trouvent dans les ports de l'Inde et des Philippines,



MATTIA INSOLERA SIPA

Marins philippins sur un cargo.



Dans le port français de Sète, en 2010, l'équipage ukrainien, ghanéen et égyptien a été abandonné sans salaire sur le navire chimiquier *Rio Tagus*, bloqué pour cause de vétusté.

pour les matelots, en Pologne et en Ukraine, pour les officiers et mécaniciens rescapés de la mise à l'encan par les bureaucrates de la flotte de l'ex-bloc de l'Est².

Lors de la pandémie de Covid, lorsque les navires étaient immobilisés, les équipages n'avaient pas le droit d'aller à terre. Et 400 000 marins n'eurent alors aucun moyen d'être rapatriés, alors que certains étaient en mer depuis deux ans. L'ITF, la Fédération internationale des ouvriers du transport, écrivit alors que les marins revendiquaient de l'eau potable en quantité suffisante et une connexion pour parler à leur famille.

Cela va sans dire, les marins des grandes compagnies, qui travaillent sur des bateaux ultramodernes et extrêmement coûteux, sont les moins mal lotis de la corporation. C'est évidemment bien pire sur les bateaux fantômes, changeant de pavillon et de capitaine tous les six mois, et dont l'armateur disparaît parfois brusquement, laissant navire, équipage et cargaison à quai, au bout du monde. Il y a ainsi, dans chaque port, un

bateau qui pourrit et un équipage sans le sou, nourri par la solidarité de la population locale. C'est la cargaison d'un tel navire abandonné qui, stockée dans un coin du port, a explosé et ravagé Beyrouth en 2020.

L'ITF, qui a négocié le salaire minimum, a aussi obtenu le droit d'envoyer des inspecteurs sur les navires à l'escale. Outre le fait que les escales ne durent que quelques heures et que les navires peuvent faire 400 mètres de long, la fédération ne dispose que de quelques inspecteurs. Un État comme la France, qui aurait les moyens de faire respecter certaines lois sur les bateaux qui abordent dans ses ports, ne le fait pas, ayant lui-même contribué à créer la situation.

Les armateurs et l'État ont donc consciencieusement transformé les conditions de salaire et de vie des équipages de la marine marchande, piétinant les illusoire protections nationales, comme l'inscription maritime et les maigres privilèges qui l'accompagnaient en France. Le peu qui subsiste aujourd'hui ne protégera pas plus les marins

de la Manche, dont les emplois sont aujourd'hui menacés, qu'il n'a protégé les marins au long cours. Mais les équipages des ferries, qui sont plusieurs milliers, de divers corps de métiers, diverses compagnies, diverses nationalités, s'ils ne se laissent pas aveugler par les statuts et les règlements qui divisent, peuvent, ensemble, défendre leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions de travail.

Dans le monde entier, les armateurs géants n'ont pas seulement détruit les vieilles conditions d'exploitation de leurs équipages. Ils ont aussi détruit les illusions dont elles s'entouraient. CMA CGM et ses concurrents ont placé au cœur de leur dispositif des centaines de milliers de matelots, précaires, venus du monde entier et le parcourant, sachant quelles fortunes ils transportent et amassent pour d'autres. En plus de leurs dollars, les armateurs accumulent ainsi les raisons et les ferments humains d'une explosion révolutionnaire.

1^{er} avril 2024

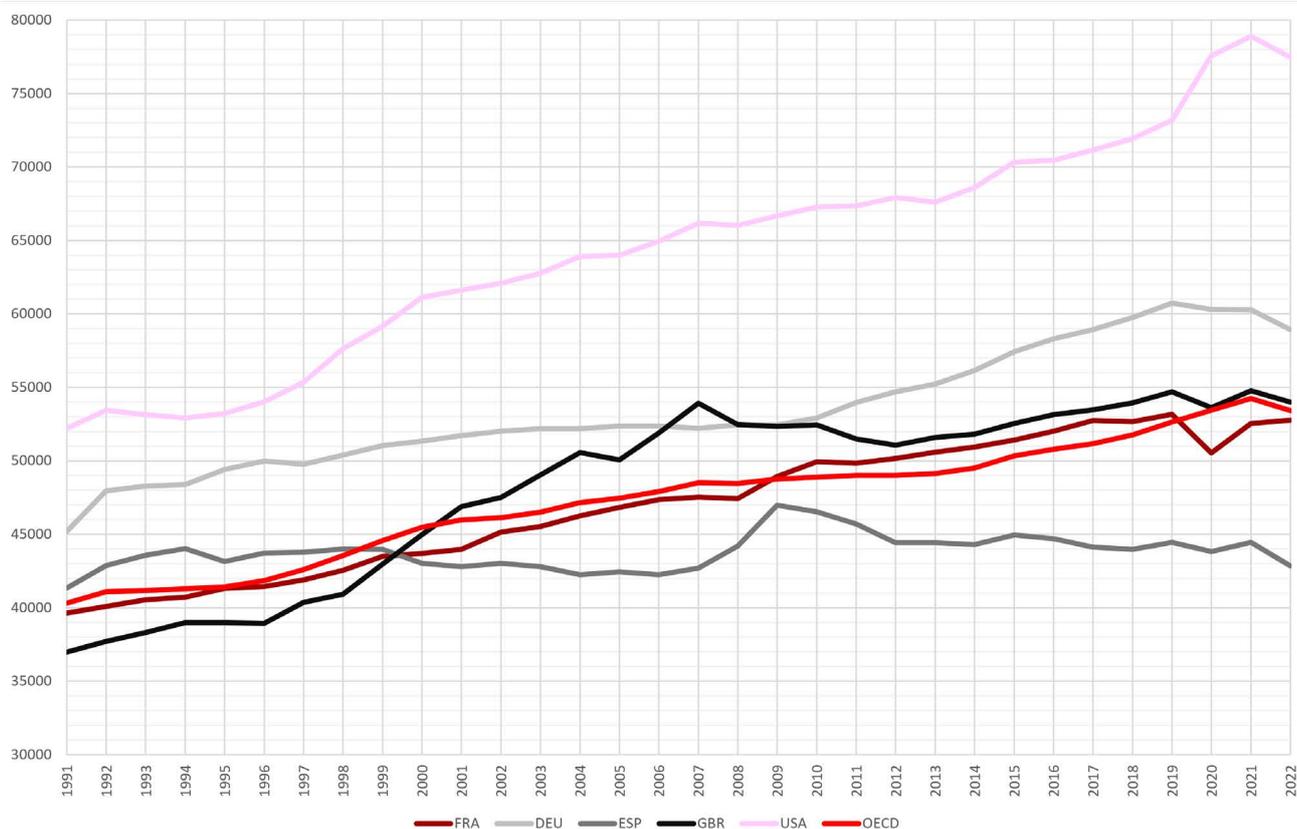
2 Claire Flécher, *À bord des géants des mers*, La Découverte, 2023.

Erratum

Dans le numéro 236 (décembre 2023-janvier 2024) de notre revue, page 4, dans l'article « Pour mettre fin au chaos

capitaliste, renversement révolutionnaire de la bourgeoisie en faillite ! », le graphique sur les salaires était erroné. Ci-dessous,

nous présentons un graphique modifié, en priant nos lecteurs de nous en excuser.



Salaires moyen annuel corrigé de l'inflation, en dollars, base 1991 : France, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis, ensemble OCDE (source OCDE novembre 2023).

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse:

www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Les derniers exposés du CLT:

L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs
n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière
N° 176 L'Internationale - août 2023 - 3 €

Chaos économique et marche à la guerre: un système capitaliste à renverser
n° 175, 27 janvier 2024 - 3 €

Moyen-Orient: Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme
n° 174, 25 novembre 2023 - 3 €

Afrique: face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière
n° 173, 17 juin 2023 - 2 €

Le mouvement ouvrier organisé face aux deux guerres mondiales
n° 172, 15 avril 2023 - 2 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page:
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

La fête de Lutte ouvrière à Presles (Val d'Oise) aura lieu samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai 2024

<https://fete.lutte-ouvriere.org>



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



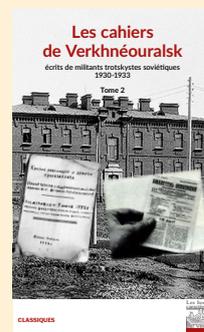
Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

À paraître - en souscription

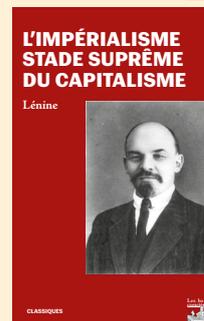
Les Cahiers de Verkhnéouralsk - Tome 2
Écrits de militants trotskystes soviétiques 1932-1933

Collection Classiques
446 pages
25€ / 15 € en souscription



L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme

Lénine
Collection Classiques
176 pages
10 € / 7 € en souscription



La route de la liberté
Howard Fast

Collection Romans
372 pages
25€ / 15 € en souscription



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



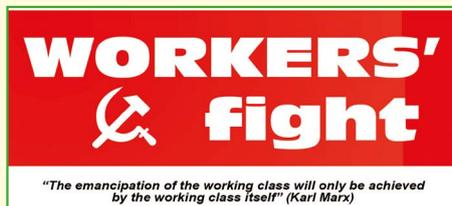
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>